DBFCP

suez environnement

Lyonnaise des Eaux

# RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE

2011

# SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

COMMUNE DE SAINT-DIE DES VOSGES

# SOMMAIRE


**SYNTHÈSE DE L'ANNÉE ..... 3**

L'essentiel de l'année ..... 4
Les chiffres clés ..... 5
Les indicateurs de performance ..... 6
Bilan et perspectives ..... 8

**L'EXÉCUTION DU SERVICE ..... 12**

Le contrat ..... 13
L'activité du service ..... 16
La tarification du service ..... 21
Le bilan règlementaire ..... 31
Les moyens du délégataire ..... 32

**LES COMPTES DE LA DÉLÉGATION ..... 34**

Le compte annuel de résultat de l'exploitation ..... 35
Les investissements contractuels ..... 47

**ANNEXES ..... 49**

# SYNTHÈSE DE L'ANNÉE

L'ESSENTIEL DE L'ANNEE ..... 4

LES CHIFFRES CLES ..... 5

LES INDICATEURS DE PERFORMANCE ..... 6

BILAN ET PERSPECTIVES ..... 8

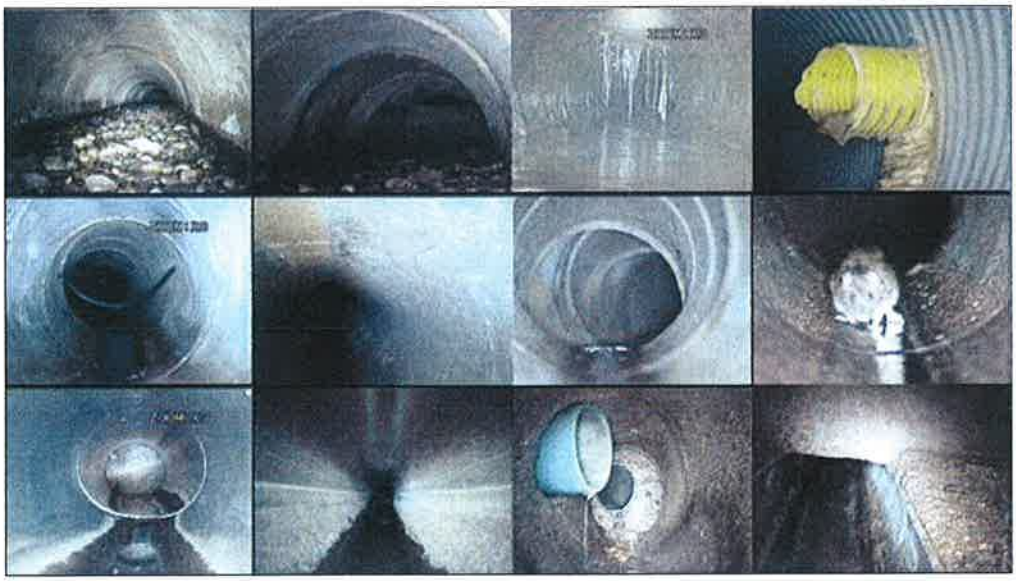
# L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE

## 2011

Fin de la réhabilitation des réseaux EU-EP, travaux rue Pierre Evrat.

Curage des réseaux :
- rue d'Epinal (1 880 ml),
- rue des Trois Villes (400 ml),
- rue d'Amérique (325 ml).

Présentation d'un nouveau produit "vidéopériscope" permettant de visualiser les réseaux d'assainissement et d'analyser des problèmes éventuels.



# LES CHIFFRES CLÉS

**31 000** équivalents-habitants

**1 696 826** m³ traités

**179** km de réseau

**936 379** kWh (station d'épuration)

**1001** mm de pluie

**6 411** ml curés

**100%** de taux de conformité

# LES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Ce chapitre présente les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service demandés par le **décret du 2 mai 2007**, et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat.

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance est détaillé en annexe dans la partie intitulée « Glossaire ».

| Thème | Référence | Indicateur | 2011 | 2010 |
|---|---|---|---|---|
| **Caractéristiques techniques du service** | D 201.0 | Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaires ou séparatif | 21 150 | 21 323 |
| | D 202.0 | Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées | - | - |
| | D 203.0 | Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration en T de M.S. | 930 | 932 |
| **Prix** | D 204.0 | Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 | 2,74€ | 2,61€ |
| **Indicateurs de performance** | P 201.1 | Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées | - | - |
| | P 202.2 | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées | 50 | 40 |
| | P 203.3 | Conformité de la collecte des effluents | 100% | 100% |
| | P 204.3 | Conformité des équipements d'épuration | 100% | 100% |
| | P 205.3 | Conformité de la performance des ouvrages d'épuration | 100% | 100% |
| | P 206.3 | Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation | 100% | 100% |

# LES INDICATEURS DE PERFORMANCE

| Thème | Référence | Indicateur | 2011 | 2010 |
|---|---|---|---|---|
| **Indicateurs de performance** | P 207.0 | Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité au titre de l'aide au paiement des factures d'eau des personnes en situation de précarité | - | - |
| | P 251.1 | Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers pour 1000 abonnés | 0 | 0 |
| | P 252.2 | Nombre de points noirs du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau | 0 | 0 |
| | P 253.2 | Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées | - | - |
| | P 254 .3 | Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau | 100% | 100% |
| | P 255.3 | Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées | - | - |
| | P 256.2 | Durée d'extinction de la dette de la collectivité | - | - |
| | P 257.0 | Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente | 0,92% | 0,40% |
| | P 258.1 | Taux de réclamations pour 1000 abonnés | 18,0 | 14,8 |

Certains indicateurs ne sont pas renseignés car nous ne sommes pas en mesure de produire toutes les données nécessaires au calcul. Nous restons à la disposition de la collectivité pour calculer avec vous les indicateurs manquants.

# BILAN ET PERSPECTIVES

## UNE INNOVATION MAJEURE EN 2011: LE CONTRAT POUR LA SANTE DE L'EAU

### UN LARGE DEBAT : IDEES NEUVES SUR L'EAU

Fin 2009, Lyonnaise des eaux a lancé une démarche au long cours, Idées neuves sur l'eau, un vaste débat avec l'ensemble des acteurs de l'eau, destiné à faire émerger un nouveau modèle pour ce bien commun qu'est l'eau.

La plateforme collaborative Idées neuves sur l'eau et les forums d'experts présidés par Erik Orsenna, Luc Ferry et Martin Hirsch ont ouvert une large réflexion sur le futur de l'eau dans notre pays : état des ressources en eau, information des usagers, volet social de l'eau, vie de la cité, santé de l'environnement aujourd'hui et santé humaine pour les années à venir.

### UN CONSTAT PARTAGE :

**L'eau facile est devenue fragile.** Le XX$^{e}$ siècle fut celui des infrastructures et des réseaux pour amener l'eau à tous les Français. Le défi du XXI$^{e}$ siècle sera celui de la protection de la ressource en qualité et en quantité. Une prise en considération du grand cycle de l'eau est devenue nécessaire dans notre métier.

### UNE REPONSE : LE CONTRAT POUR LA SANTE DE L'EAU

- Ce contrat répond aux enjeux de protection de la ressource en eau et aux nouvelles attentes de vous, élus :
  1) Vous voulez reprendre la main sur la politique de l'eau et mieux contrôler les opérateurs,
  2) Vous remettez la protection de la ressource en eau et la qualité de l'eau au cœur du débat.
- Le contrat propose des solutions concrètes pour un partenariat modernisé avec vous autour de 3 piliers :
  1) L'évolution de la gouvernance,
  2) L'innovation technologique pour répondre aux enjeux d'aujourd'hui et de demain de tous les acteurs (collectivités, industriels, agriculteurs, professionnels de l'habitat, consommateurs),
  3) Le nouveau modèle économique, prenant en compte les critères environnementaux et sociétaux et proposant des tarifs adaptés.

Lyonnaise des Eaux se tient à votre disposition pour vous présenter le Contrat pour la Santé de l'Eau afin de le décliner pratiquement sur le territoire de votre Commune de Saint-Dié des-Vosges.

# BILAN ET PERSPECTIVES

## Travaux à réaliser

**Station d'épuration :**

- Pour éviter l'accès à la station d'épuration des personnes non autorisées, nous proposons la confection d'un portail d'entrée automatique.

- Proposition de réaliser un caillebotis de protection sur le canal de sortie des eaux usées pour éviter toute chute dans l'ouvrage.

- Les revêtements en enrobés ou dallage de toute la station d'épuration se dégrade avec le temps. Il faudra envisager une réfection de ces surfaces (risques de chute pour le personnel de l'exploitant et les divers sous traitants).

- Lors de la visite du CHSCT d'octobre 2009, il a été proposé de réaliser une protection sur les têtes de fossé situées à l'extérieur de la station d'épuration, de part et d'autre du portail d'entrée. Il faudra examiner en lieu avec la collectivité la possible réalisation de ces protections (risques de chutes).

- Envisager des évolutions techniques du poste de déshydratation de la station d'épuration.

- Remplacement de la cuve du chlorure ferrique (photos de la fuite constatée en annexe).

- Fuites de la cuve de Chlorure Ferrique (voir photos), prévoir le changement de la cuve rapidement.

# BILAN ET PERSPECTIVES

## Postes de relèvement :

- Il est nécessaire de réaliser des travaux de mise en sécurité des postes de relèvement pour assurer la sécurité des agents d'exploitation (barres antichute sur les accès et équipements antichute sur les échelles d'accès vers les pompes). Une visite a été organisée et un compte rendu a été communiqué en indiquant les propositions d'aménagement.

- Certains postes de relèvement de Saint-Dié-des-Vosges sont équipés de système de télégestion permettant d'être informé des dysfonctionnements des ouvrages. Afin d'avoir les informations complètes sur le fonctionnement des ouvrages il serait nécessaire d'équiper d'un système de télégestion les derniers postes non équipés à savoir :
  - Postes de relèvement Hellieule 3 et Hellieule 4
  - Postes de relèvement Camus 1 et Camus 2.

## Surveillance de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées au milieu naturel :

La secrétaire d'Etat chargée de l'écologie a présenté en conseil des ministres du 13 octobre 2010 une communication relative au **plan national d'action pour la période 2010-2013** contre la pollution des milieux aquatiques par les micropolluants.

La réduction des pollutions des milieux aquatiques par les micropolluants répond à des enjeux :

- environnementaux : les micropolluants sont des substances susceptibles d'avoir une action toxique à faible dose dans un milieu donné (métaux lourds, pesticides, phtalates, benzène...),

- sanitaires : protéger les milieux aquatiques, c'est protéger les ressources en eau destinées à la production d'eau potable,

- économiques : compte tenu des limites techniques et financières du traitement des eaux, protéger les milieux aquatiques, c'est réduire les coûts de traitement.

# BILAN ET PERSPECTIVES

Le plan présente trois axes :

**►améliorer les programmes de surveillance des milieux et des rejets,**

**►réduire les émissions des micropolluants les plus préoccupants, en agissant à la source sur les secteurs d'activité les plus contributeurs,**

**►renforcer la veille prospective relative aux contaminations émergentes.**

Dans le cadre de cette problématique la circulaire du 29/09/2010 relative à la surveillance de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées au milieu naturel, oblige (l'arrêté préfectoral de la station sera modifié à cet effet) la réalisation en 2012 de 4 campagnes d'analyses des micropolluants dans les eaux épurées de la station d'épuration. La liste des paramètres à analyser est précisée dans la circulaire. A l'issue de cette prestation, un rapport d'étude sera réalisé dans le but de déterminer le programme d'analyse en routine pour les trois prochaines années.

**Réseaux :**

- Améliorer la collecte des effluents en éliminant les entrées diffuses d'eau claire parasites sur les réseaux. Pour cela, il faut renouveler les réseaux fuyards et vétustes, en effectuant des contrôles de conformité sur les raccordements des particuliers.

- Finaliser la mise en place des dispositifs de quantification des sur-verses des déversoirs d'orages pour optimiser les volumes traités et éviter les déversements en milieu naturel.

- Renouveler les collecteurs en grès vétustes par priorité dans les rues :
  - Saint Charles
  - Béhouille
  - Secteur Castor
  - Avenue Robache.

- Réalisation d'une étude des déversoirs d'orage pour répondre aux prescriptions de l'article 18 de l'arrêté interministériel du 22/06/2007.

- Instrumenter les DO situés sur un tronçon destiné à collecter une charge brute de pollution organique par temps sec supérieur à 600 kg DBO5/j.

**Auto surveillance :**

Auto surveillance du réseau d'assainissement à mettre en œuvre, conformément à la réglementation en vigueur.

# L'EXÉCUTION DU SERVICE

LE CONTRAT ..... 13

L'ACTIVITE DU SERVICE ..... 16

LA TARIFICATION DU SERVICE ..... 21

LE BILAN REGLEMENTAIRE ..... 31

LES MOYENS DU DELEGATAIRE ..... 32

# LE CONTRAT

## LE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

### 1. Descriptif du service

Lyonnaise des Eaux gère et entretient, en tant que **Délégataire du service public de l'assainissement**, les installations remises par la commune de Saint-Dié des Vosges.

Le service concerne :
- les réseaux de collecte et d'évacuation des eaux usées et pluviales,
- la station d'épuration,
- la gestion de la clientèle.

### 2. Evolutions contractuelles

Le contrat initial a pris effet le 1er octobre 1989 pour une durée de 20 ans. Il a été prolongé de 30 ans en 1993 et prendra fin le 31 janvier 2023.

Le contrat initial a été modifié par 6 avenants :

| Avenants | Date d'application | Objet |
|---|---|---|
| 1 | 08/11/1990 | Nouvelles dispositions entre la collectivité et l'Agence de l'eau sur le planning des travaux. |
| 2 | 07/01/1993 | Travaux supplémentaires |
| 3 | 26/06/1998 | - Modification de l'assiette de redevance occupation domaine public (RODP)<br>- Modification des pénalités<br>- Intégration de l'auto surveillance |
| 4 | 04/10/2000 | Transfert du contrat de Suez à Lyonnaise des Eaux France |
| 5 | 19/04/2005 | Intégration du nouveau traitement des boues de la station d'épuration à TAIJI |
| 6 | 01/05/2011 | Validation de la date de fin de contrat (arrêt Olivet). Augmentation du périmètre. |

### 3. Votre contact

Afin de répondre aux attentes et aux besoins des collectivités, le centre régional Lorraine a désigné un interlocuteur unique pour chaque collectivité, un coordinateur des échanges d'informations avec celle-ci : **le chargé de contrat.**

Le chargé de votre contrat est **Walter MEYER,** Chef d'Agence Lorraine-Sud (03.29.31.69.20), assisté de **Gilles CHUETTE,** Chef de Secteur Saint-Dié-Remiremont (03.29.56.01.30).

## 4. Le contact du client

Nos clients sont accueillis à l'adresse et aux horaires suivants :

**ZA d'Hellieule**
**à Saint Dié des Vosges**

**Les Lundi – Mardi – Jeudi - Vendredi**
de 8 h à 12 h
et de 13h30 à 17 h

**Les Vendredi**
de 8 h à 12 h
et de 13h30 à 16h30

### *Le Centre de Relation Clientèle*

Au service des clients, 60 heures par semaine, du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures, le Centre de Relation Clientèle permet aux clients d'avoir une réponse en ligne à toutes leurs questions administratives ou techniques. La formation permanente de nos 18 télé-conseillers permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Cette équipe traite, en temps réel, tout type de sujet : *information sur la qualité de l'eau, prix du service, arrivée dans un logement, paiement mensuel de la facture, rendez-vous avec un technicien, réclamation, intervention d'urgence…*

**Pour toute demande ou réclamation : N° Azur : 0.810.394.394** (prix d'un appel local)

**Pour toutes les urgences techniques : N° Azur : 0.810.894.894** (prix d'un appel local)

## 5. Vos ouvrages

Le service comporte 14 postes de relèvement des eaux usées, et une station d'épuration.

| Nom du site | Type de site |
|---|---|
| Bassin d'orage de FOLMARD (St DIE) | Bassin |
| Poste de relèvement GEOPARC 1 | Pompage-Relevage |
| Poste de relèvement GEOPARC 2 | Pompage-Relevage |
| Poste de relèvement GEOPARC 3 | Pompage-Relevage |
| Poste de relèvement GEOPARC 4 | Pompage-Relevage |
| Poste de relèvement LYAUTEY | Pompage-Relevage |
| Poste de relèvement ALBERT CAMUS 1 | Pompage-Relevage |
| Poste de relèvement ALBERT CAMUS 2 | Pompage-Relevage |
| Poste de relèvement de BEHOUILLE | Pompage-Relevage |
| Poste de relèvement de HELLIEULE 3 | Pompage-Relevage |
| Poste de relèvement de HELLIEULE 4 | Pompage-Relevage |
| Poste de relèvement de LA PLACE DU MARCHE | Pompage-Relevage |
| Poste de relèvement du FOUCHARUPT | Pompage-Relevage |
| Poste de relèvement de ROBACHE | Pompage-Relevage |
| Poste de relèvement de MIRANDOLLE | Pompage-Relevage |
| Station d'épuration de SAINT DIE | STEP |

### RESEAU

| | 2011 | 2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| Réseau unitaire (ml) | 34 850 | 34 642 | **0,60%** |
| Réseau eaux usées (ml) | 75 026 | 73 013 | **2,76%** |
| Réseau pluvial (ml) | 69 184 | 66 346 | **4,28%** |
| **Total (ml)** | **179 060** | **174 001** | **2,91%** |
| Regards de visite | 4 133 | 3 978 | **3,90%** |
| Déversoirs et avaloirs | 3 327 | 2 526 | **32%** |

Le détail par matériau et par diamètre est présenté en annexe.

L'évolution du linéaire du réseau est liée à la mise à jour du réseau dans le SIG sur différentes rues de la Commune.

# L'ACTIVITE DU SERVICE

## 1/ LE BILAN HYDRAULIQUE

### VOLUMES COLLECTES ET EPURES

| | 2011 | 2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| Volume traité ($m^3$) | 1 696 826 | 2 143 069 | -21% |
| Volume moyen journalier ($m^3$) | 4 649 | 5 900 | -21% |
| Volume mini reçu ($m^3$) | 3 073 | 3 745 | -18% |
| Volume maxi reçu ($m^3$) | 10 983 | 9 744 | 13% |

La très nette baisse des volumes traités est due au manque de précipitation en 2011.

### PLUVIOMETRIE

| | 2011 | 2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| Précipitation (mm) | 1 001,50 | 1 110,00 | -9,77% |

Moins de précipitation en 2011 par rapport à 2010.

## 2/ LE BILAN ANALYTIQUE

| | Capacité (ou normes) | 2011 | 2010 | Variation |
|---|---|---|---|---|
| **Flux entrant** | | | | |
| DCO (kg/j) | | 2 411 | 2 182 | **10,5%** |
| DBO5 (kg/j) | | 912 | 714 | **27,7%** |
| MES (kg/j) | | 1 219 | 1 090 | **11,8%** |
| NTK (kg/j) | | 269 | 258 | **4,3%** |
| PT (kg/j) | | 34,3 | 32,0 | **7,2%** |
| **Flux sortant** | | | | |
| DCO (kg/j) | | 117,00 | 129,17 | **-9,4%** |
| DBO5 (kg/j) | | 15,00 | 17,61 | **-14,8%** |
| MES (kg/j) | | 14,00 | 17,61 | **-20,5%** |
| NTK (kg/j) | | 17,30 | 26,42 | **-34,5%** |
| NGL (kg/j) | | 32,20 | 43,45 | **-25,9%** |
| PT (kg/j) | | 2,40 | 1,76 | **36,4%** |
| **Concentration du rejet** | | | | |
| DCO (mg/l) | 100 | 26,0 | 22,0 | **18,2%** |
| DBO5 (mg/l) | 25 | 3,0 | 3,0 | **0,0%** |
| MES (mg/l) | 30 | 3,0 | 3,0 | **0,0%** |
| NTK (mg/l) | 10 | 3,7 | 4,5 | **-17,8%** |
| NGL (mg/l) | 15 | 6,9 | 7,4 | **-6,8%** |
| PT (mg/l) | 2 | 0,5 | 0,3 | **66,7%** |
| **Rendement épuratoire** | | | | |
| DCO (%) | 75% | 95% | 94% | **1,1%** |
| DBO5 (%) | 90% | 98% | 97% | **1,0%** |
| MES (%) | 90% | 99% | 98% | **1,0%** |
| NGL (%) | 70% | 88% | 84% | **4,8%** |
| PT(%) | 80% | 93% | 94% | **-1,1%** |

Compte tenu d'une pluviométrie moindre en 2011, les débits traités par la station sont en baisse sensible.
La pollution traitée par la station est en hausse en ce qui concerne les paramètres DBO5, MES et DCO.
Les rendements épuratoires sont très élevés et le niveau de rejet est conforme aux exigences réglementaires.

| Analyse des bilans d'autosurveillance | 2011 |
|---|---|
| Nombre de bilans conformes | 57 |
| Nombre de bilans réalisés | 57 |
| **Taux de conformité** | **100%** |

La totalité des bilans d'autosurveillance réalisés en 2011 est conforme aux exigences réglementaires.

## 3/ LE BILAN DE L'EXPLOITATION

### EXPLOITATION DES POSTES DE RELÈVEMENT

Nombre de curages par an :

| | 2011 | 2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| PR Place du Marché | 3 | 5 | -40% |
| PR Behouille | 3 | 5 | -40% |
| PR Z.I. Hellieule 3 | 3 | 5 | -40% |
| PR Z.I. Hellieule 4 | 3 | 5 | -40% |
| PR Robache | 3 | 5 | -40% |
| PR Herbaville | 3 | 5 | -40% |
| PR Petit Faucharupt | 3 | 5 | -40% |
| PR rond point Camus 1 | 3 | 4 | -25% |
| PR rond point Camus 2 | 3 | 5 | -40% |
| PR Folmard BO | 3 | 0 | / |

Les 4 postes de relèvement du nouveau parc d'activité ont été intégrés, ils ont été nettoyés 1 fois.
Compte tenu de la baisse des précipitations, les postes se sont moins encrassés, ils ont donc été moins curés en 2011 qu'en 2010.

| | 2011 | 2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| Consommation électrique (kWh) | 13 772 | 16 411 | -16,08% |

Etant donné la faible pluviométrie de 2011, les débits ont sensiblement diminué.

## EXPLOITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT

| | 2011 | 2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| Consommation électrique (kWh) | 936 379 | 972 960 | **-3,76%** |

| | 2011 | 2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| Chlorure ferrique (file eau)(T) | 112,0 | 125,9 | **-11%** |
| Chlorure ferrique (file boues)(T) | 130,0 | 128,1 | **1%** |
| Chaux (T) | 240,0 | 285,5 | **-16%** |
| Polymères (kg) | - | 15,3 | **/** |

| | Destination | 2011 | 2010 | Variation |
|---|---|---|---|---|
| Déchets de dégrillage (T) | CET Ménarmont | 25,8 | 14,0 | **84%** |
| Sables (T) | | 42,3 | 51,2 | **-17,38%** |
| Graisses (T) | STEP Golbey | 39,5 | 51,7 | **-24%** |
| Boues (T de matières humides) | TAIJI et CET Ménarmont | 2 902 | 2 897 | **0,17%** |
| Siccité moyenne | | 32% | 32% | **0,00%** |
| Boues (T de matières sèches) | | 930,0 | 932,0 | **-0,21%** |

## APPORTS EXTERIEURS

| | 2011 | 2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| Matières de vidange (m3) | 1 315 | 979 | **34%** |
| Boues (SIAVR en Tonne de MS) | 76 | 56 | **36%** |

### EXPLOITATION DES RÉSEAUX DE COLLECTE

| | 2011 | 2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| Linéaire curé (ml) | 6 411 | 2 917 | 119,78% |
| Avaloirs curés | 2 913 | 2 588 | 12,56% |
| Débouchage d'urgence | 20 | 31 | -35% |

Forte action sur le curage des réseaux en 2011 qui a permis de réduire les interventions urgentes.
Le nombre indiqué des débouchages correspond aux interventions sur branchement.

Le détail des curages réalisés est présenté en annexe n°10.

## 4/ LE BILAN TRAVAUX ET ÉTUDES

### TRAVAUX RÉALISÉS PAR LA COLLECTIVITÉ

Finalisation de la réhabilitation des réseaux d'assainissement des eaux usées et de l'eau potable rue Pierre Evrat.

# LA TARIFICATION DU SERVICE

## 1. PRÉSENTATION

Lyonnaise des Eaux facture le service de l'assainissement une fois par an.
La facturation de début d'année (mars) est basée sur une estimation, celle de septembre se base sur la relève des compteurs.

## 2. LE BILAN CLIENTS

### NOMBRE DE CLIENTS

| | 2011 | 2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| Nombre de clients | 8 876 | 8 811 | 0,74% |

### VOLUMES ASSUJETTIS

| VOLUMES ASSUJETTIS (m3) | 2011 | 2010 | Variation |
|---|---|---|---|
| Saint-Dié des Vosges | 985 398 | 1 028 633 | -4,20% |
| Saint-Michel sur Meurthe | 28 474 | 41 163 | -30,83% |
| Sainte Marguerite | 68 811 | 111 949 | -38,53% |
| Peltex | 2 010 | 1 397 | 43,88% |
| **TOTAL** | **1 084 693** | **1 183 142** | **-8,32%** |

Dégrèvements : 2 566 $m^3$.

# 3 -SATISFACTION CLIENT – ENQUETE SUR LA QUALITE DU SERVICE

Lyonnaise des Eaux s'est dotée en 2011 d'un nouvel Observatoire de la satisfaction clients pour :

- affiner la compréhension de la relation des usagers au service de l'eau et de l'assainissement,
- au-delà du niveau de satisfaction, mieux comprendre ce qui nourrit et explique la satisfaction de même que l'insatisfaction,
- conduire de vraies démarches de progrès de la satisfaction des usagers, et faire ainsi du baromètre un outil très opérationnel à la disposition des collectivités locales. (Possibilité de construire un plan d'action avec la collectivité).

Par rapport au précédent, ce nouvel Observatoire se caractérise :

- par une phase qualitative en amont qui a permis de détecter ce qui est important dans le parcours de l'usager avec le distributeur d'eau, de manière à poser les questions qui correspondent effectivement aux expériences vécues,
- d'une batterie de nouvelles questions, notamment sur le taux de fidélisation, la recommandation, ainsi que la gestion de l'eau dans la commune,
- de traitements des résultats par analyse multifactorielle ce qui permet de comprendre ce qui est contributif à la satisfaction et à l'insatisfaction, et donc de construire des plans de progrès,
- du coup, la comparaison avec les dispositifs antérieurs à 2011 ne peut s'effectuer pour toutes les questions.

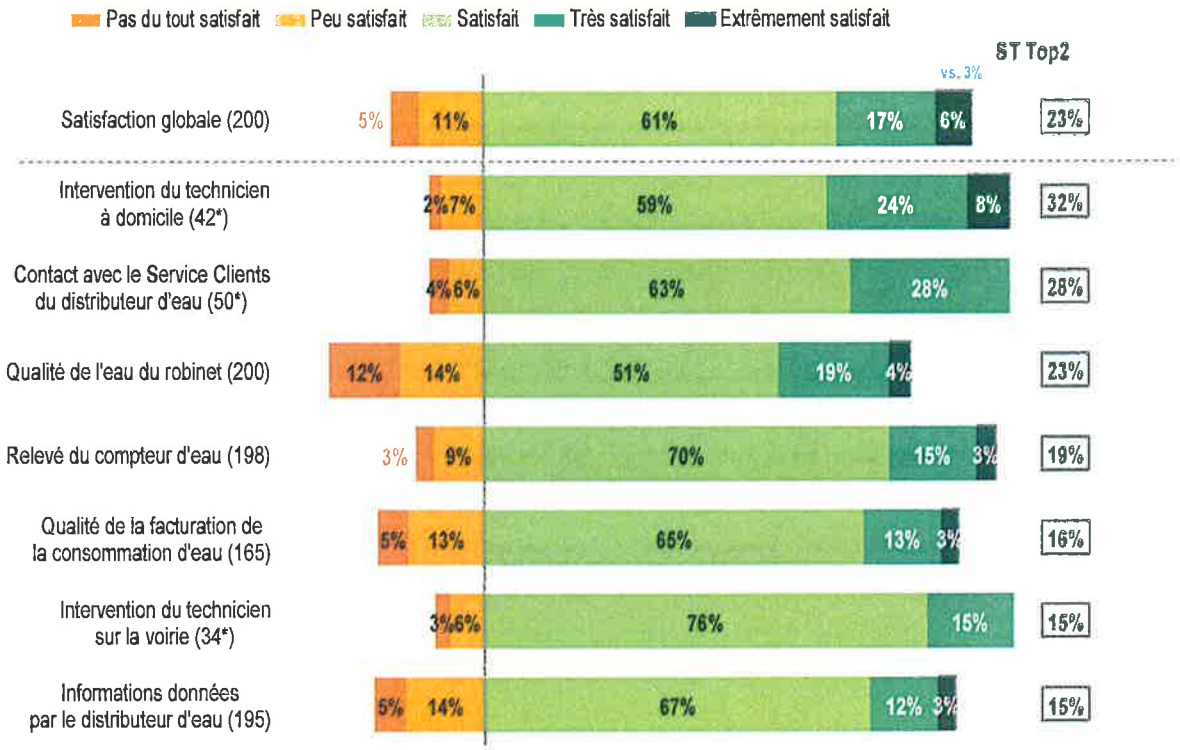
Mais ceci était incontournable dès lors que l'on souhaite améliorer et perfectionner la mesure de la satisfaction des usagers.

## 3.1 - Méthodologie

La méthodologie mise en œuvre est la suivante :

- Enquête nationale auprès d'un échantillon de 3214 personnes, représentatif des clients de Lyonnaise des Eaux.
- La représentativité de l'échantillon assuré par la méthode des quotas.
- Interviews par téléphone d'une durée de 20 minutes, du 25 novembre au 28 décembre 2011.
- La taille de l'échantillon national permet une lecture des résultats sur la base des entreprises régionales.
- L'échantillon sur l'entreprise régionale Grand Est est de 200 personnes.

## 3.2 - Satisfaction globale envers Lyonnaise des Eaux

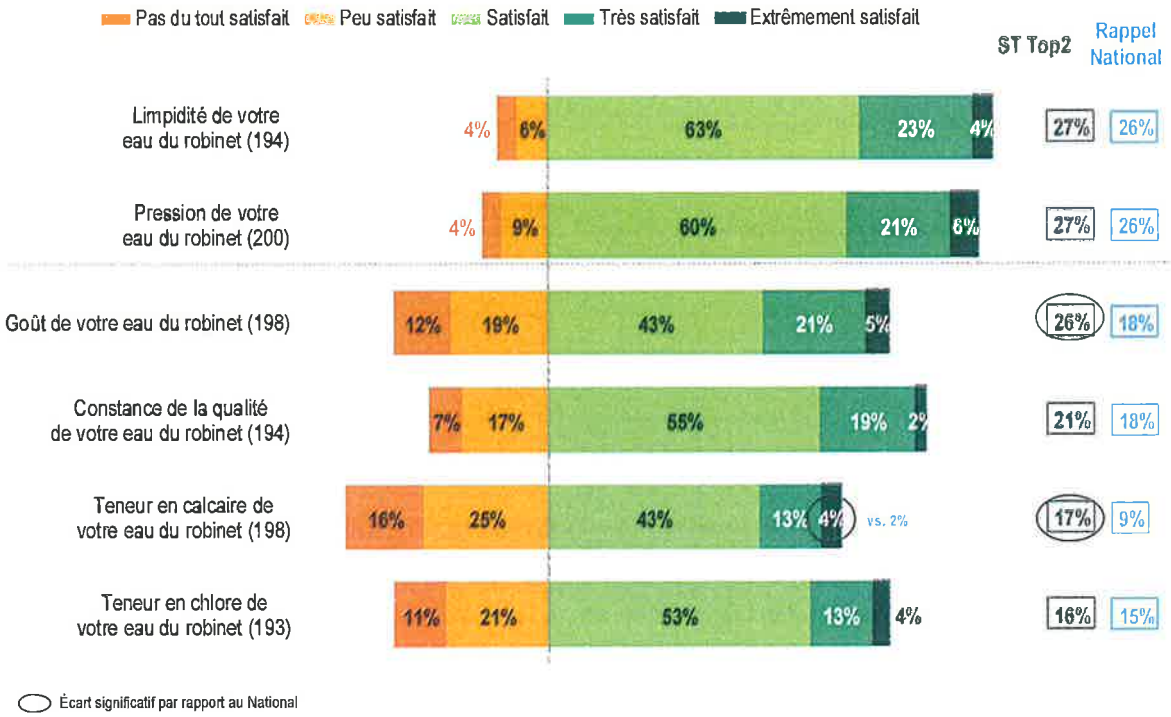



Écart significatif par rapport au National

*Base : À tous*
*Parlons maintenant de différents points concernant votre distributeur d'eau.*
*E1. Diriez-vous que vous êtes globalement…*

*ST Top2 = % Extrêmement satisfait + % Très satisfait*
(*) Bases faibles, résultats à interpréter avec prudence

## 3.3 - La qualité de l'eau du robinet

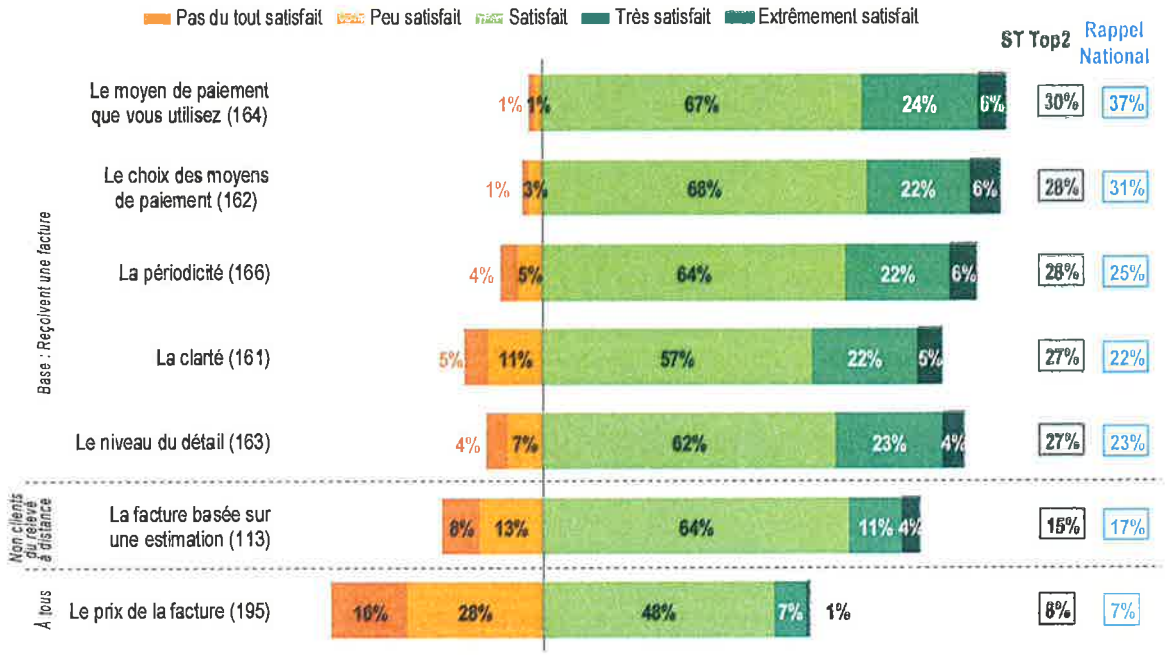



*Base : À tous*
*Parlons maintenant de la qualité de votre eau du robinet.*
*F1. Etes-vous extrêmement satisfait, très satisfait, satisfait, peu ou pas du tout satisfait de... ?*

*ST Top2 = % Extrêmement satisfait + % Très satisfait*

## 3.4 - Qualité de la facturation de la consommation d'eau

Plus de 90% des clients sont satisfait des moyens, des choix, ainsi que de la périodicité de paiement proposés. Les points les plus sensibles sont nettement le prix de l'eau ainsi que les factures estimées. Sur ce point, il faut préciser que la fréquence des relevés fait l'objet de 20% de clients peu ou pas satisfaits.



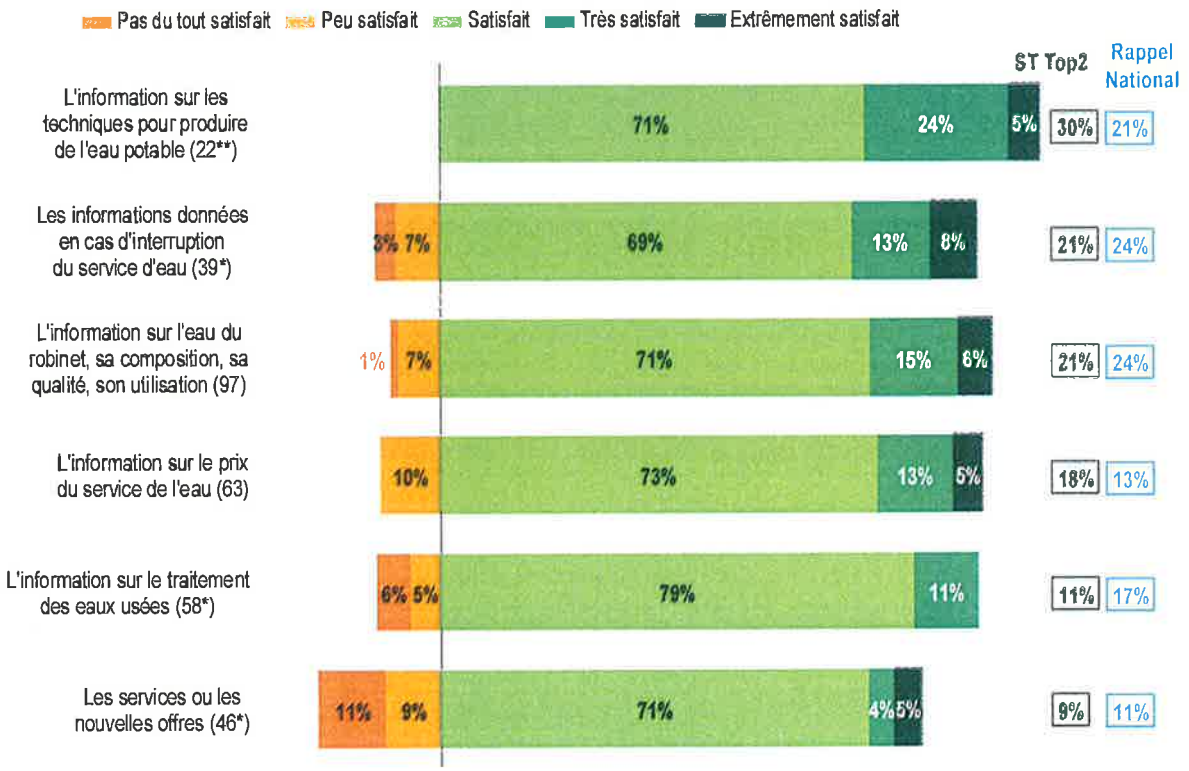

Pas d'écart significatif par rapport au National

*ST Top2 = % Extrêmement satisfait + % Très satisfait*

*I2. A propos de la facture, êtes-vous extrêmement satisfait, très satisfait, satisfait, peu ou pas du tout satisfait des prestations suivantes :*
*I3. Vos factures d'eau sont, au moins une fois par an, basées sur une estimation de votre consommation, trouvez-vous ce principe extrêmement satisfaisant, très satisfaisant, satisfaisant, peu ou pas du tout satisfaisant ?*
*I4. Diriez-vous que vous êtes ....du prix du service de l'eau ?*

## 3.5 - Informations données par le distributeur d'eau

100% des clients sont satisfaits des l'information technique pour produire de l'eau potable. En revanche, les clients attendent plus sur l'information des services ou nouvelles offres proposés.




Pas d'écart significatif par rapport au National

*ST Top2 = % Extrêmement satisfait + % Très satisfait*

(*) Bases faibles, résultats à interpréter avec prudence

(**) Bases très faibles

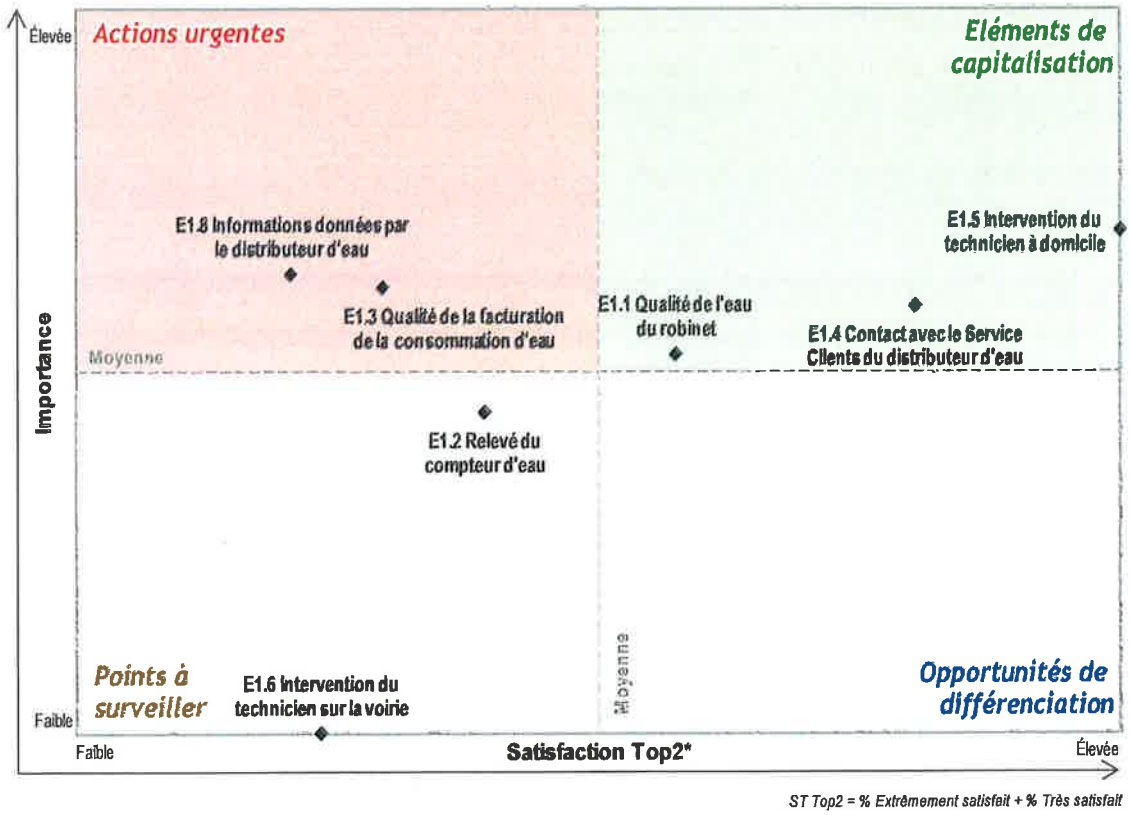
*Base : Ont reçu de l'information*

*J2. Et diriez-vous que vous en êtes extrêmement satisfait, très satisfait, satisfait, peu ou pas du tout satisfait*

## 3.6 - Les points qui constituent des axes d'amélioration

Ce sondage montre un certains nombre d'éléments sur lesquels nous pouvons capitaliser tel que la qualité des interventions à domicile, le contact avec le service client et la qualité d'eau du robinet, à noter sur ce dernier point l'attente forte sur le goût de l'eau.

Nos axes de travail sont principalement liés à l'information sur les services et nouvelles offres ainsi que les factures basées sur estimation.




*ST Top2 = % Extrêmement satisfait + % Très satisfait*

## 4. LE PRIX DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

| | | Tarif applicable au 1er Janvier 2011 | | Tarif applicable au 1er Janvier 2012 | | Evolution n / n-1 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Q. | P.U. | Montant | P.U. | Montant | |
| **DISTRIBUTION DE L'EAU** | | | | | | |
| ABONNEMENT | | | | | | |
| Part du délégataire | 2 | 15,19 | 30,3800 | 20,15 | 40,3000 | 32,65% |
| CONSOMMATION | | | | | | |
| Part du délégataire | 120 | 1,1998 | 143,9760 | 1,3075 | 156,9000 | 8,98% |
| Part communale | 120 | 0,4400 | 52,8000 | 0,4400 | 52,8000 | 0,00% |
| **COLLECTE DES EAUX USEES** | | | | | | |
| ABONNEMENT | | | | | | |
| Part du délégataire | 2 | 9,56 | 19,1200 | 9,83 | 19,6600 | 2,82% |
| CONSOMMATION | | | | | | |
| Part du délégataire | 120 | 1,1226 | 134,7120 | 1,1859 | 142,3080 | 5,64% |
| Part communale | 120 | 0,3600 | 43,2000 | 0,3600 | 43,2000 | 0,00% |
| **TRAITEMENT DES EAUX USEES** | | | | | | |
| CONSOMMATION | | | | | | |
| Part du délégataire | 120 | 0,5608 | 67,2960 | 0,5768 | 69,2160 | 2,85% |
| **ORGANISMES PUBLICS** | | | | | | |
| AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE | | | | | | |
| Préservation des ressources en eau | 120 | 0,0700 | 8,4000 | 0,0500 | 6,0000 | -28,57% |
| Redevance de lutte contre la pollution | 120 | 0,2700 | 32,4000 | 0,2700 | 32,4000 | 0,00% |
| Redevance modernisation des réseaux de collecte | 120 | 0,2740 | 32,8800 | 0,2740 | 32,8800 | 0,00% |
| **TVA à 7,0%** | | | | | 21,5085 | |
| **TVA à 5,5%** | | | 31,0840 | | 15,8620 | -48,97% |
| **Total TTC** | | | **596,25 €** | | **633,03 €** | 6,17% |

| **ASSAINISSEMENT** | | | |
|---|---|---|---|
| Part fixe : délégataire + collectivité | 19,12 € | 19,66 € | 2,82% |
| Part variable : délégataire + collectivité | 245,21 € | 254,72 € | 3,88% |

Le prix du service de l'eau et de l'assainissement a augmenté de 6,17% cette année.

## PART FIXE ASSAINISSEMENT

| | 2012 | 2011 | Variation |
|---|---|---|---|
| Part fixe assainissement | 7,17% | 7,23% | **-0,94%** |

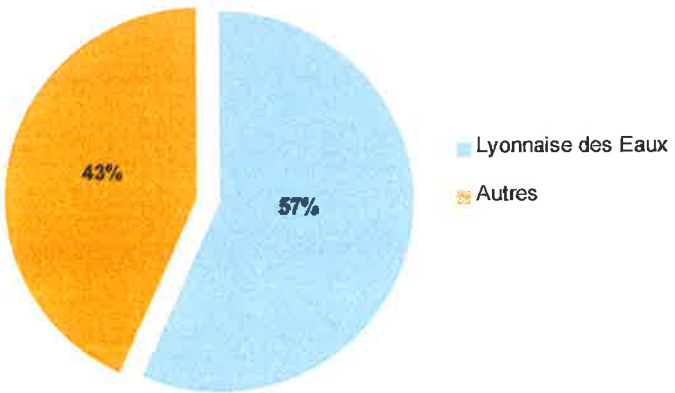
Conformément à la réglementation en vigueur, la part fixe représente moins de 30% de la facture du service.

Le prix du service de l'assainissement à évolué de 4,85%. Cette hausse est due à l'augmentation de TVA et à l'augmentation de périmètre.

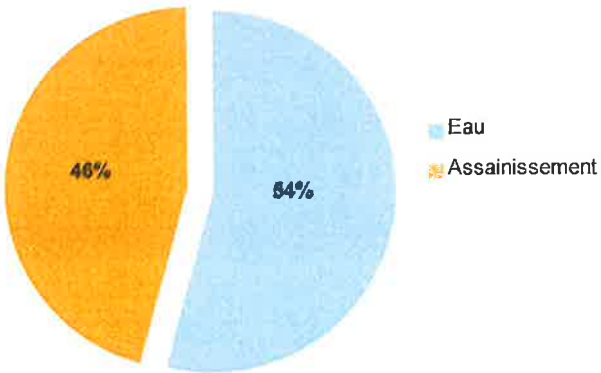
| | 2012 | 2011 | Variation |
|---|---|---|---|
| Prix T.T.C. m3 | 2,7397 | 2,6129 | **4,85%** |

Les graphiques ci-dessous illustrent que l'assainissement pèse 46% de la facture globale et que Lyonnaise des Eaux encaisse directement pour couvrir ses frais 57% des sommes prélevées.

**Répartion du prix de l'eau**




**Répartion de la facture de 120 m³**



## COEFFICIENT D'ACTUALISATION DES PRIX

| | 2012 | 2011 | Variation |
|---|---|---|---|
| Coefficient d'actualisation (K) | 1,63555 | 1,59019 | **2,85%** |

# LE BILAN REGLEMENTAIRE

## ACTUALITE MARQUANTE

- Il existe une possibilité de mise en place d'une taxe pour financer le service public de gestion des eaux pluviales : Décret 2011-815 du 6 juillet 2011.
- Modalités de mise en place d'une surveillance des eaux rejetées par les stations d'épuration concernant les micropolluants : circulaire du 29 septembre 2010.
- Dispense de procédure pour les achats inférieurs à 15 000 € H.T. : Décret n°2011-1000 du 25 août 2011.
- Prévention des dommages aux réseaux : nouvelles règles de sécurité et instauration d'un guichet unique accompagné de deux redevances pour le financer ainsi que d'une réforme de la procédure de déclaration des travaux.

La liste détaillée des principaux textes réglementaires parus dans l'année et classés par thématique (services publics, marchés publics, assainissement, ...) est jointe en annexe.

# LES MOYENS DU DELEGATAIRE

*Lyonnaise des Eaux* est une filiale de *SUEZ Environnement*. L'entreprise exerce son activité au service des consommateurs en partenariat avec les collectivités locales. Elle propose également des services aux industriels, en coopération avec les sociétés spécialisées de SUEZ.

Sa vocation est de contribuer durablement à la santé et au bien-être du public et de préserver le milieu naturel, à travers deux missions principales :

- distribuer aux consommateurs une *eau irréprochable, 24 h sur 24,*
- collecter et dépolluer les eaux usées et pluviales.

Pour assurer un service de qualité, Lyonnaise des Eaux s'appuie sur les savoir-faire de ses équipes, et propose des solutions innovantes grâce à son centre de recherche, le CIRSEE.

Entreprise de services et de proximité, Lyonnaise des Eaux place ses clients au cœur de ses préoccupations avec une vision orientée vers le développement durable.

## L'ORGANISATION DU CENTRE REGIONAL

- *Le Centre Régional Lorraine* intervient sur les quatre départements lorrains ; il est organisé en deux agences territoriales :

  - l'agence Lorraine NORD, basée à *CREUTZWALD,*
  - l'agence Lorraine SUD, basée à *EPINAL.*

Deux autres agences complètent le dispositif : une agence Clientèle et une agence Usines. Cette dernière est spécialisée dans la gestion des usines de production d'eau potable et de traitement des eaux usées.

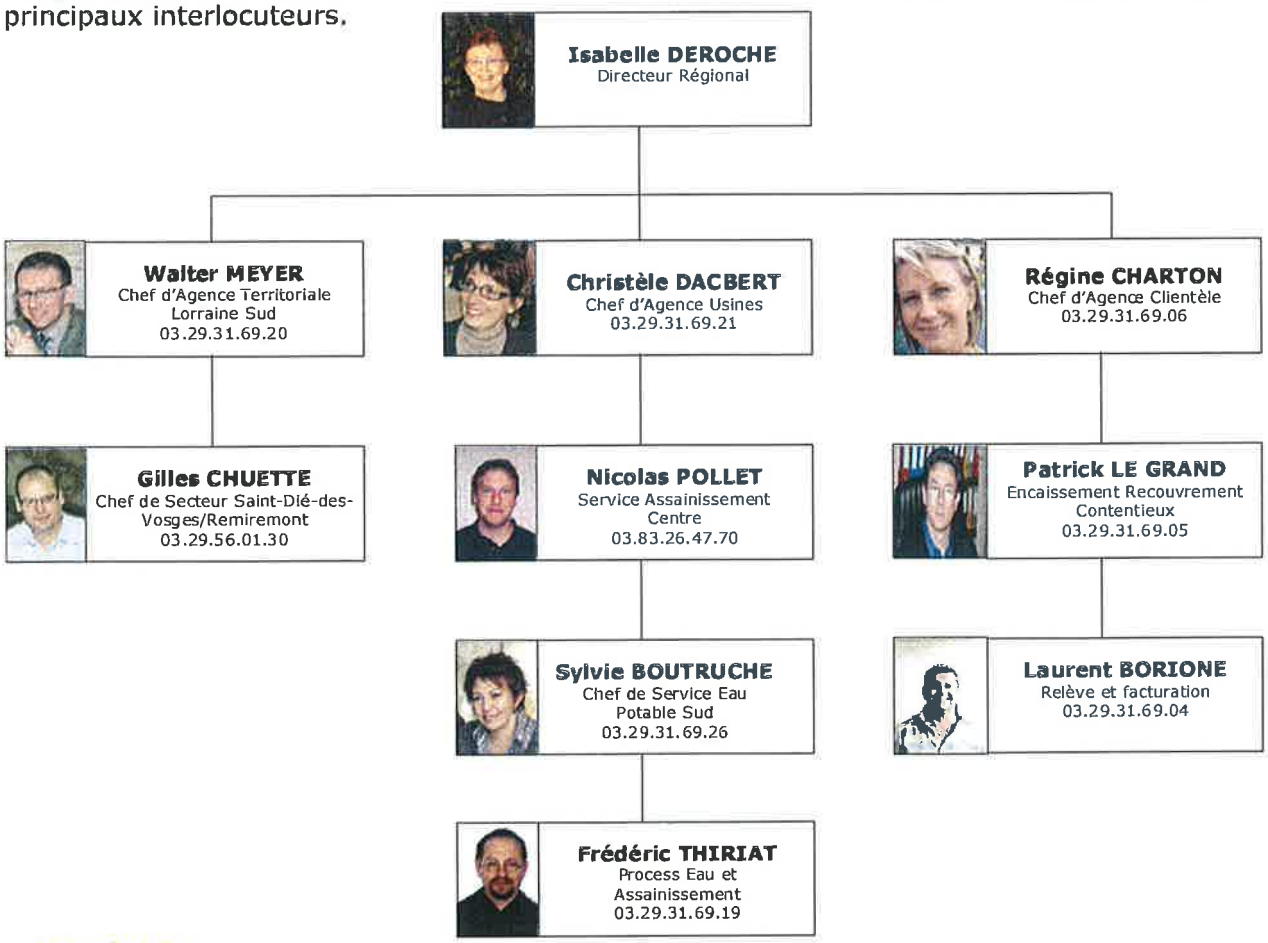
- *L'Agence Lorraine SUD* assure le service dans les Vosges, en Meurthe-et-Moselle sud et dans le sud meusien. Elle est composée de trois secteurs d'exploitation :

  - le secteur d'Epinal/ Vittel,
  - le secteur de Saint-Dié des Vosges/Remiremont,
  - le secteur de Toul/Dombasle sur Meurthe.

Ses locaux sont situés *12 rue Léo Valentin, 88000 EPINAL*
Tél. : *0.810.394.394*

Pour la gestion du service de l'assainissement de la commune de Saint-Dié des Vosges, les bureaux et locaux techniques sont installés Z.A. d'Hellieule à Saint-Dié des Vosges.

L'organigramme ci-dessous identifie clairement le nom et les coordonnées des principaux interlocuteurs.




## Astreintes

Les principaux ouvrages gérés par le prestataire sont équipés d'un système de télésurveillance. Les équipements avec des postes locaux de télésurveillance permettent de contrôler et d'optimiser les fonctionnements des installations et la gestion des ressources en eau en permanence. Ce dispositif permet de suivre à distance le bon fonctionnement des installations 24h/24.

Au niveau du Centre Régional Lorraine, près de 24 agents, dont un cadre, sont mobilisés en permanence.

# LES COMPTES DE LA DÉLÉGATION

LE COMPTE ANNUEL DE RESULTAT DE L'EXPLOITATION..... 35

LES INVESTISSEMENTS CONTRACTUELS ..... 47

# LE COMPTE ANNUEL DE RESULTAT DE L'EXPLOITATION

## COMPTE ANNUEL DE RESULTAT DE L'EXPLOITATION

Ci-après.

## PRÉSENTATION DES MÉTHODES D'ÉLABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RÉSULTAT DE L'EXPLOITATION

Ci-après.

# COMPTE ANNUEL DE RESULTAT DE L'EXPLOITATION

| en milliers d'€uros | 2010 | 2011 | Ecart en % |
|---|---|---|---|
| **PRODUITS** | **2 845,79** | **2 854,45** | **0,3%** |
| Exploitation du service | 2 167,20 | 2 153,08 | |
| Collectivités et autres organismes publics | 644,47 | 669,87 | |
| Travaux attribués à titre exclusif | 32,01 | 31,51 | |
| Produits accessoires | 2,10 | 0,00 | |
| **CHARGES** | **3 203,09** | **3 311,37** | **3,4%** |
| Personnel | 337,72 | 366,70 | |
| Energie électrique | 58,75 | 74,72 | |
| Produits de traitement | 105,06 | 88,05 | |
| Analyses | 6,48 | 6,74 | |
| Sous-traitance, matières et fournitures | 446,34 | 504,82 | |
| Impôts locaux et taxes | 16,05 | 17,22 | |
| Autres dépenses d'exploitation, dont : | 233,38 | 261,41 | |
| • télécommunication, postes et télégestion | 12,05 | 11,31 | |
| • engins et véhicules | 21,15 | 28,27 | |
| • informatique | 15,56 | 18,88 | |
| • assurance | 3,08 | 2,77 | |
| • locaux | 36,88 | 37,79 | |
| Frais de contrôle | 8,83 | 11,90 | |
| Ristournes et redevances contractuelles | 424,93 | 442,85 | |
| Contribution des services centraux et recherche | 61,81 | 73,11 | |
| Collectivités et autres organismes publics | 644,47 | 669,87 | |
| Charges relatives aux renouvellements | | | |
| • pour garantie de continuité du service | 183,57 | 152,82 | |
| Charges relatives aux investissements | | | |
| • programme contractuel | 9,93 | 10,13 | |
| • fonds contractuel | 355,42 | 266,73 | |
| • annuités d'emprunt de la collectivité prises en charge | 102,58 | 99,34 | |
| • investissements incorporels | 167,14 | 223,24 | |
| Charges relatives aux investissements du domaine privé | 27,02 | 28,74 | |
| Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement | 10,49 | 9,04 | |
| Rémunération du besoin en fonds de roulement | 3,12 | 3,92 | |
| **Résultat avant impôt** | **-357,30** | **-456,92** | **-27,9%** |
| **RESULTAT** | **-357,30** | **-456,92** | **-27,9%** |

*Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006*

## Détail des produits

| en milliers d'€uros | 2010 | 2011 | Ecart en % |
|---|---|---|---|
| **TOTAL** | **2 845,79** | **2 854,45** | **0,3%** |
| Exploitation du service | 2 167,20 | 2 153,08 | -0,7% |
| • Partie fixe | 161,22 | 163,88 | |
| • Partie proportionnelle | 1 708,61 | 1 676,61 | |
| • Pluvial | 126,07 | 0,00 | |
| • Traitement des volumes extérieurs en assainissement | 171,30 | 312,58 | |
| Collectivités et autres organismes publics | 644,47 | 669,87 | 3,9% |
| • Part Collectivité | 377,71 | 416,96 | |
| • Redevance pour modernisation des réseaux de collecte | 266,76 | 252,90 | |
| Travaux attribués à titre exclusif | 32,01 | 31,51 | -1,6% |
| • Branchements | 32,01 | 31,51 | |
| Produits accessoires | 2,10 | 0,00 | -100,0% |
| • Autres produits accessoires | 2,10 | 0,00 | |

*Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006*

## A1 - Clés reposant sur des critères physiques

| Produits et Charges d'exploitation | Clé |
|---|---|
| Autres produits affermages assainissement | Clients affermage assainissement |
| Charges branchements assainissement | nombre de branchement asst |
| Charges eaux pluviales | Longueur réseau assainissement (eaux usées + unitaire) |
| Charges épuration | m3 traités (milliers m3) |
| Charges et produits branchements facturés assainissement | nombre de branchement asst |
| Charges facturation encaissement | Client facturé |
| Charges relève compteurs | Client équivalent relevé |
| Charges relèvement eaux usées | Nombre de postes de relèvement |
| Charges réseau eaux usées | Longueur réseau assainissement (eaux usées + unitaire) |

## A2 - Clés reposant sur des critères financiers

| Produits et Charges d'exploitation | Clé |
|---|---|
| Charges prestations de services assainissement - Industriel | Produits prestations de services Assainissement - Industriels |
| Charges de structure travaux facturables | Produits travaux facturables |
| ligne contribution des services centraux et recherche | CA total |
| Stocks pour BFR | Produits hors compte de tiers |

Les charges de main d'œuvre annexes (participation, retraites et autres) sont réparties sur la base des charges directes de personnel imputées ou affectées au contrat. Ces dernières représentent 3,32% des charges du Centre Régional.

## A3 - Calcul de Répartition à la Valeur Ajoutée

Les frais généraux locaux de l'Entreprise Régionale, et la charge relative aux autres éléments du domaine privé corporels et incorporels sont répartis sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée. Les charges réparties sur le contrat représentent 6,05% des charges de l'Entreprise Régionale.

# PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT DE L'EXPLOITATION

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilisée pour son élaboration.

- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :

- La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.

- La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Sommaire :

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

## I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).

L'organisation de Lyonnaise des Eaux France en 2011 s'appuie sur l'Entreprise Régionale qui est l'unité de base.

### 1. L'Entreprise Régionale est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.

- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de Lyonnaise des Eaux France.

### 2. L'Entreprise Régionale dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.

- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des entreprises régionales.

- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

## II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de l'Entreprise Régionale.

L'organisation de Lyonnaise des Eaux France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

### 1. Eléments directement imputés par contrat

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.

- Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros, ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.

### 2. Eléments affectés sur une base technique

- Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.

- Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.

- Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.

- Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

### 3. Charges indirectes

#### a. Les frais généraux locaux

- Les frais généraux locaux de l'entreprise régionale sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par l'entreprise régionale. Le pourcentage de ces charges réparties sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée est donné en annexe A3. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,7% de leurs Produits (hors compte de tiers)

- La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations

de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par Lyonnaise des Eaux France.

### b. La contribution des services centraux et recherche

La contribution des services centraux et recherche est répartie sur l'ensemble des activités de la société, et ses filiales. La quote-part relative aux entreprises régionales est répartie en fonction des Produits hors Prestations Internes.
Cette contribution est ensuite répartie au prorata du chiffre d'affaires de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par l'entreprise régionale.
4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les entreprises régionales, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.
L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans l'entreprise régionale, sont répartis suivant la même règle.

## III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.

Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des entreprises régionales.

### 1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.

Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

a. Garantie pour continuité du service,
b. Programme contractuel,
c. Fonds contractuel.

a. « Garantie pour continuité du service » : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.
La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

b. « Programme contractuel de renouvellement » : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).

La traduction économique des items a et b de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement dont la valeur est présentée en annexe A4.
Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

c. « Fonds contractuels de renouvellement » : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu...) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

### 2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :

a. Programme contractuel,
b. Fonds contractuel,
c. Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,

### d. Investissements incorporels.

a. « Programme contractuel » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.
Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité...). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « Fonds contractuels» : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu...) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

c. « Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « Investissements incorporels » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.

Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement dont la valeur est définie en annexe A4.
La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

### 3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

– Cas des compteurs ('charges relatives aux compteurs du domaine privé'):

Dans les installations du Domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.

La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT selon la durée de vie des compteurs + spread) défini en annexe A5.

La durée retenue est basée sur une durée de vie moyenne des compteurs. Celle-ci est définie en annexe A5.

– Autres éléments corporels et incorporels ('charges relatives aux investissements du domaine privé') :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de Lyonnaise des Eaux France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, ...ainsi que les biens du domaine privé incorporel, notamment les logiciels.

La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,
- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 5,80%.

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à 0,87% (1,37% en position emprunteur (BFR positif) et 0,72% en position prêteur (BFR négatif)).

## IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

## V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt théorique est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.

Le taux applicable est de 36,10%.

# LES INVESTISSEMENTS CONTRACTUELS

## 1. PRÉSENTATION

Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée, ou d'une technologie différente. Ce qui importe est sa finalité.

## 2. ÉQUIPEMENTS ET GÉNIE CIVIL

| INSTALLATION | INTITULE | ANNEE DE REALISATION |
|---|---|---|
| BASSIN ORAGE SQUARE FOLMARD | Renouvellement pompe relevage 2 | 2011 |
| POSTE DE RELEVEMENT DE BEHOUILLE | Renouvellement pompe relevage n°1 | 2011 |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | Auge + vis classificateur à sables | 2011 |
| | Equipements pour injection chaux retardée | 2011 |
| | Modification flottateur | 2011 |
| | Réparation tuyauterie | 2011 |
| | Réparation canalisation eau potable | 2011 |
| | Pompes (x2) extraction boues vers flottation | 2011 |
| | Capteur pression ballon pressurisation | 2011 |
| | Variateur de vitesse flottation | 2011 |
| | Pompe n°2 fosse toutes eaux | 2011 |
| | Révision vis à sables | 2011 |
| | Sonde US fosse toutes eaux | 2011 |
| | Douche de sécurité déshydratation | 2011 |
| | Vanne bloc de recirculation ligne 1 | 2011 |
| STATION EPURATION LA PECHERIE | Révision dégrilleur vertical | 2011 |
| | Motoréducteurs (x 2) tapis transport boues | 2011 |
| | Paliers tapis transporteur boues | 2011 |
| | Fosse matières de vidange - Révision aération | 2011 |
| | Pompe n°1 fosse toutes eaux | 2011 |
| **TOTAL** | | **50 833,67 €** |

# ANNEXES

ANNEXE 1 – MANAGEMENT QUALITE

ANNEXE 2 – DEVELOPPEMENT DURABLE

ANNEXE 3 - GLOSSAIRE

ANNEXE 4 – DEGRE DE CONFIANCE DES INDICES DE PERFORMANCE

ANNEXE 5 - CERTIFICAT LRQA

ANNEXE 6 – SYNTHESE REGLEMENTAIRE ASSAINISSEMENT

ANNEXE 7 – DEBITS JOURNALIERS ANNEE 2011

ANNEXE 8 – LINEAIRE DES RESEAUX

ANNEXE 9 - CURAGE DES RESEAUX

ANNEXE 10 – LISTE DES EQUIPEMENTS

ANNEXE 11 – PLANS DE SITUATION

# LE MANAGEMENT QUALITE

## LA DEMARCHE QUALITE

LES ATTENTES DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE TOUS NOS CLIENTS, EN PARTICULIER DANS LE DOMAINE DU DEVELOPPEMENT DURABLE DOIVENT NOUS INCITER A IMAGINER SANS CESSE DE NOUVEAUX SERVICES ET DE NOUVELLES RELATIONS CONTRACTUELLES. C'EST POUR CETTE RAISON QUE NOTRE VISION EST RESOLUMENT ORIENTEE VERS LES CLIENTS, COLLECTIVITES, PROFESSIONNELS ET PARTICULIERS.
CONSTRUIRE L'AVENIR AVEC AUDACE DANS CETTE NOUVELLE EPOQUE EST LE DEFI DE TOUS. NOTRE POLITIQUE QUALITE, SECURITE, ENVIRONNEMENT DOIT Y CONTRIBUER. CHAQUE GESTION COMPTERA POUR QUE LYONNAISE DES EAUX DEVIENNE L'ENTREPRISE PREFEREE DE LA CITE.

Ainsi, nous ferons évoluer nos métiers et nous nous ouvrirons de nouveaux horizons en parvenant à relever quatre grands défis dans les prochaines années : accélérer **notre développement** commercial pour dynamiser notre croissance, **innover** pour enrichir nos métiers et diversifier notre offre, renforcer notre **compétitivité** pour nous imposer plus facilement et développer nos **ressources humaines** pour être une entreprise motivante et attractive pour les hommes et les femmes de talent.

Pour atteindre ses ambitions, Lyonnaise des Eaux s'engage à :

- Produire une eau de qualité, 24h/24,
- Rejeter une eau conforme aux normes dans le milieu naturel,
- Respecter la réglementation en vigueur, nos engagements contractuels et internes,
- Progresser en performance et en efficacité,
- Contribuer à la réalisation des 12 engagements Développement Durable de Lyonnaise des Eaux, particulièrement sur la réduction de l'impact de nos activités sur l'environnement
- Préserver l'intégrité physique de chaque collaborateur,
- Renforcer la qualité de service apportée aux clients, par une écoute attentive de leurs attentes, par la formation permanente de nos collaborateurs, par l'utilisation de technologies nouvelles et innovantes.

**Au niveau national Lyonnaise des Eaux est certifiée par LRQA sur l'ensemble de ses métiers d'exploitation et sur l'ensemble de ses fonctions support :**

- Préserver l'intégrité physique de chaque collaborateur,
- Renforcer la qualité de service apportée aux clients, par une écoute attentive de leurs attentes, par la formation permanente de nos collaborateurs, par l'utilisation de technologies nouvelles et innovantes.

**Au niveau national Lyonnaise des Eaux est certifiée par LRQA sur l'ensemble de ses métiers d'exploitation et sur l'ensemble de ses fonctions support.**

## NOTRE PERIMETRE DE CERTIFICATION

- Production et distribution d'eau potable 24h/24,
- Collecte et traitement des effluents,
- Travaux et prestations de services en eau potable, eau industrielle et assainissement,
- Irrigation et gestion des milieux naturels
- Entretien et dépollution de plans d'eau,
- Gestion des services et de la relation clientèle,
- Prestations d'ingénierie en eau et assainissement,
- Formation professionnelle pour le développement des compétences,
- Activités du Centre Technique Comptage (vérification et étalonnage de compteurs).

L'ensemble des exigences de la norme ISO 9001 version 2008 est applicable, y compris les exigences du chapitre 7.3 « Conception et développement ».

## LES ACTEURS DU SMQ ET SON PILOTAGE

**Le responsable du Système de management de la qualité (SMQ)**
Pilote la mise en œuvre du SMQ conformément à la norme ISO 9001 version 2008 dans un but d'amélioration de la satisfaction du client et d'optimisation de nos modes de fonctionnement.

**L'équipe d'auditeurs internes**
Responsables de la vérification périodique de la cohérence, de la conformité et de l'efficacité du SMQ mis en œuvre. Ils peuvent également conduire des audits fournisseurs.

**Les pilotes de macro processus**
En charge de la surveillance, de la mesure, de l'analyse et de l'amélioration continue de leur processus.

- Préserver l'intégrité physique de chaque collaborateur,
- Renforcer la qualité de service apportée aux clients, par une écoute attentive de leurs attentes, par la formation permanente de nos collaborateurs, par l'utilisation de technologies nouvelles et innovantes.

**Au niveau national Lyonnaise des Eaux est certifiée par LRQA sur l'ensemble de ses métiers d'exploitation et sur l'ensemble de ses fonctions support.**

**Au niveau national Lyonnaise des Eaux est certifiée par LRQA sur l'ensemble de ses métiers d'exploitation et sur l'ensemble de ses fonctions support :**
- Préserver l'intégrité physique de chaque collaborateur,
- Renforcer la qualité de service apportée aux clients, par une écoute attentive de leurs attentes, par la formation permanente de nos collaborateurs, par l'utilisation de technologies nouvelles et innovantes.

**Au niveau national Lyonnaise des Eaux est certifiée par LRQA sur l'ensemble de ses métiers d'exploitation et sur l'ensemble de ses fonctions support.**

**LA MAITRISE DES DOCUMENTS**
La maîtrise des documents est assurée grâce à un système de bases documentaires appelées Rendez Vous Qualité.

# LA DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE

## UNE DEMARCHE INSCRITE DANS UNE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

### NOTRE OBJECTIF

Faire de la production d'eau potable et de l'assainissement un facteur de développement durable des territoires en mettant en œuvre une démarche de gestion préventive du risque environnemental au niveau de chacun de nos contrats. Nous avons à ce titre mis en place plusieurs systèmes de management environnemental ISO 14001.

### UNE DEMARCHE PARTENARIALE

La certification ISO 14001 permet à la collectivité et à Lyonnaise des Eaux d'assurer :

- Une protection renforcée de l'environnement, notamment par la prévention des pollutions et risques,
- Une vérification de la conformité du service avec l'ensemble de la réglementation en vigueur,
- Une amélioration progressive et en continu de ses installations.

Le développement d'un véritable outil de dialogue, renforçant la confiance des partenaires, celle des riverains, des associations de protection de l'environnement...

- Un outil de maîtrise des coûts,
- Un outil de mobilisation des collaborateurs autour d'un projet commun,
- Un outil d'anticipation du volet environnemental du développement durable,
- Un signe fort de l'implication de la collectivité dans la protection de l'environnement et donc un vecteur d'image important démontrant son engagement citoyen.

## L'EXPERIENCE DE LYONNAISE DES EAUX

Depuis de nombreuses années, les équipes de Lyonnaise des Eaux ont mis en place, auprès des collectivités et industriels, des systèmes de management environnemental concernant tout ou partie du service de l'eau (production, traitement...) et du service de l'assainissement (réseau, stations d'épuration, traitement des boues...). L'expérience ainsi acquise a permis de développer une expertise spécifique dans les différents domaines concernés : études préalables, analyse et prévention des risques, audits environnementaux et certification...

Les chiffres clés actualisés au 30 juin 2009 :

- 75 contrats certifiés,
- 208 sites certifiés,
- 30% du chiffre d'affaires Délégation de Service Public

## LES GRANDES PHASES DE LA CERTIFICATION ISO 14001

La mise en place d'un Système de Management Environnemental, s'appuyant sur la notion d'amélioration continue des performances, est une démarche comportant 3 phases :

- Analyse environnementale,
- Elaboration du Système de Management Environnemental,
- Mise en œuvre et suivi du Système de Management Environnemental.

# LE DEVELOPPEMENT DURABLE

**Une entreprise citoyenne et socialement responsable qui contribue au développement durable des territoires**

## INTRODUCTION

## LYONNAISE DES EAUX, UN ACTEUR AU CŒUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE

La délégation du service de l'eau et de l'assainissement confère à Lyonnaise des Eaux de vraies responsabilités. Les exercer pleinement aux côtés des collectivités locales, c'est s'engager à répondre aux besoins actuels et léguer aux générations futures un service économiquement, socialement et environnementalement viable.
Issus d'un travail collectif de concertation avec les parties prenantes internes et externes de l'entreprise, 12 engagements ont été pris par Lyonnaise des Eaux. Ils traduisent sa responsabilité autour de 3 dimensions :

- Préserver et respecter la ressource en eau, car elle est un besoin essentiel à la vie et au développement ;
- Etre un partenaire local du développement des territoires, car notre ancrage local nous permet de contribuer à l'emploi et à l'amélioration du cadre et de la qualité de vie ;
- Dialoguer et agir avec tous nos publics, car il n'y a de bonnes décisions que concertées.

## UNE VÉRITABLE CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

### NOTRE RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

La protection des ressources en eau, la dépollution des eaux usées avant leur rejet dans le milieu naturel, la valorisation des boues d'épuration sont au cœur de notre activité. Mais notre activité peut également contribuer très positivement aux problématiques environnementales émergentes comme la production d'énergies renouvelables, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la protection de la biodiversité.

Notre ambition aujourd'hui est de contribuer à la réflexion sur la protection de l'environnement, de jouer un rôle de conseil auprès des Collectivités et des industriels, d'imaginer de nouvelles solutions techniques et contractuelles qui permettent de contribuer à l'amélioration de la performance environnementale globale des services d'eau et d'assainissement.

## NOTRE RESPONSABILITÉ SOCIALE

L'eau est un bien commun auquel chacun doit avoir accès. Le partenariat public/privé engagé depuis de nombreuses années avec les Collectivités locales, à travers la délégation de service public, permet d'assurer une gestion efficace et responsable des services de l'eau et de l'assainissement.

Ce partenariat est garant d'une équité d'accès aux services. Par ailleurs, nous offrons à nos clients des services adaptés à leurs difficultés : échéanciers de paiement pour les problèmes financiers passagers, travail en liaison avec les services sociaux, traitement des surconsommations, ...

A travers ce partenariat, notre responsabilité est également celle de l'information du public, et de son implication dans les problématiques de l'eau et de l'assainissement.

Lyonnaise des Eaux est également engagée de manière volontariste dans les problématiques d'insertion professionnelle et d'emploi des personnes handicapées.

## NOTRE RESPONSABILITÉ ÉCONOMIQUE

A travers notre mission de service public, nous nous attachons particulièrement à améliorer les performances techniques à un coût acceptable pour les Collectivités et les usagers.

**Nous nous engageons également à une transparence dans notre gestion : dans les contrats de délégation, notre rémunération est définie avec les Collectivités au début du contrat et pour toute sa durée. Les contrats sont régulièrement renégociés et les règles d'évolution des prix sont fondées sur des indices économiques pertinents. Des contrôles sont effectués régulièrement par différents organismes indépendants.**

## UNE POLITIQUE AMBITIEUSE ET VOLONTARISTE

En 2005, Lyonnaise des Eaux s'est dotée au plan national d'une Direction du Développement Durable, dont l'objectif est notamment de :

- Définir une ambition et une politique communes pour l'ensemble des Centres Régionaux,
- Favoriser le relais et le partage des expériences locales.

Notre politique de développement durable incarne la responsabilité de l'entreprise et vise à la fois nos méthodes et nos process internes (achats responsables, formation et ressources humaines, etc.) tout autant que les engagements de services que nous prenons auprès des collectivités.

Cela s'est traduit en 2006 par la création et la diffusion de 2 outils de management et de progrès pour l'entreprise.

- une Feuille de Route Développement Durable 2006-2010 : composée de thèmes précis, avec des actions définies et des objectifs quantifiés, assortis d'indicateurs de suivi pour chacun d'entre eux.
- 12 engagements pour une gestion durable du cycle de l'eau, pour lesquels nous serons audités chaque année par un cabinet indépendant.

A travers cette Charte, Lyonnaise des Eaux s'engage par exemple à réduire de 30% les émissions de gaz à effet de serre de sa flotte de véhicules et à contribuer aux Agendas 21 et Plans Climat des collectivités dont elle est délégataire, à avoir économisé d'ici 2010 l'équivalent de la consommation d'une ville de 700 000 habitants par la recherche de fuites dans les réseaux de distribution, à sensibiliser au moins 40 000 enfants par an à la gestion durable de l'eau ou encore à promouvoir la boisson eau du robinet.

## L'EVALUATION DE NOTRE DEMARCHE PAR L'AGENCE VIGEO

Etre socialement responsable ne se décrète pas. Encore faut-il le prouver et en rendre compte. C'est pourquoi Lyonnaise des Eaux a sollicité Vigeo pour réaliser une évaluation de sa démarche de développement durable à travers sa Charte de 12 engagements pour une gestion durable de l'eau

Fondée en 2002 par Nicole Notat, cette agence européenne de notation et d'évaluation spécialisée dans la responsabilité sociétale des entreprises a procédé à cette évaluation sur le périmètre Lyonnaise des Eaux : revue de la documentation interne et entretiens au niveau national et local avec des collaborateurs et des parties prenantes externes.

En 2010, pour la cinquième année de déploiement de notre Charte, Vigeo nous attribue une note de 82 sur 100, en progression de 23 points depuis 2006, et note tout particulièrement que « l'entreprise a renforcé très nettement en 2010 son engagement sur le thématiques sociales, sociétales et de gouvernance ». Un résultat satisfaisant qui en même temps continue à désigner des marges de progrès pour lesquelles nous mobilisons en permanence de nouveaux moyens.

Lyonnaise des Eaux est à ce jour la seule entreprise française qui fasse réaliser de manière volontariste une telle évaluation, et qui en publie l'intégralité des résultats dans un rapport disponible pour tous.

> sur le site www.lyonnaise-des-eaux.fr

En les rendant publics, Lyonnaise des Eaux rend compte de son avancement dans le déploiement effectif des engagements pris en 2006 et participe ainsi à construire un dialogue avec ses parties prenantes. Une telle démarche témoigne de la nouvelle relation que l'entreprise souhaite instaurer avec chacune d'entre elles.

## LA PREUVE PAR L'EXEMPLE : DES ACTIONS CONCRETES, TEMOIN DE NOTRE ENGAGEMENT

### ENGAGEMENT 1 : PREVENIR LA POLLUTION DE LA RESSOURCE EN EAU

- Mise en place de plans de préservation de la ressource
- Programme de protection des captages, offre « bassin versant » sur les pollutions diffuses
- Participation à des opérations coordonnées autour de la protection des bassins versants
- Gestion différenciée des espaces verts type « zéro phyto » (champs captants, installations gérées par Lyonnaise des Eaux...)

### ENGAGEMENT 2 : GARANTIR L'ALIMENTATION EN EAU FACE AUX ALEAS CLIMATIQUES

- Exemples de gestion de crise lors d'aléas climatiques (sécheresse, inondations, tempête...)

### ENGAGEMENT 3 : LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE

- Amélioration des rendements : gestion patrimoniale des réseaux, technologies de recherche de fuite
- Maîtrise des consommations : télérelève, pack pro, Dolce Ô
- Récupération des eaux pluviales
- Réutilisation des eaux usées

### ENGAGEMENT 4 : RENDRE A LA NATURE UNE EAU PROPRE ET PROTEGER LA BIODIVERSITE

- Suivi des impacts des rejets sur le milieu : programmes de suivi, stations SIRENE
- Suivi de la qualité du littoral et gestion des eaux de baignade
- Plans d'action pour la protection de la biodiversité locale
- Partenariats locaux avec des associations de protection de l'environnement
- Technologies d'épuration alternatives (ex : Zones Libellule)

**ENGAGEMENT 5 : PROMOUVOIR LA BOISSON DU ROBINET**

- Observatoires du goût
- Opération robinets-fontaine dans les écoles,
- Action de communication à destination du grand public (partenariats avec des établissements scolaires, ...)

**ENGAGEMENT 6 : PARTICIPER AUX AGENDAS 21 ET AUX PLANS CLIMAT DES COLLECTIVITES**

- Mise en place d'une certification ISO 14001
- Mise en place de « chantiers verts », démarche HQE
- Participation à l'élaboration d'un Agenda 21
- Participation à l'élaboration d'un Plan Climat
- Réalisation d'un « Bilan carbone » ou d'une « analyse du cycle de vie »
- Projets « énergies renouvelables » : Degrés bleus, méthanisation, opérations d'accompagnement (micro turbines, photovoltaïque, ...)
- Réflexion sur la création d'un éco-quartier,
- Politique véhicules propres, Eloge, participation à un plan de déplacement urbain, plan de déplacement d'entreprise du Centre Régional
- Contrats achats intégrant des clauses environnementales

**ENGAGEMENT 7 : AIDER LES PLUS DEMUNIS A PAYER LEUR FACTURE D'EAU**

- Participation à un Fond Solidarité Logement et montant des abandons de créances
- Existence d'une personne dédiée aux relations avec les personnes en situation de précarité
- Collaboration avec des instances sociales de type CCAS
- Partenariats avec des structures de médiation, associations de consommateurs
- Actions en partenariat avec les bailleurs sociaux
- Opérations de sensibilisation à la maîtrise des consommations, notamment dans les quartiers en difficulté
- Opérations de mécénat (Aquassistance, ...)

**ENGAGEMENT 8 : FACILITER L'INTEGRATION DANS L'EMPLOI**

- Collaboration avec les Pôles emploi : plateforme de vocation, recrutement par simulation, participation à des Forum Emploi, aide à la création entreprise
- Politique de contrats en alternance, participation à des filières de formation professionnelle
- Collaboration avec les structures d'insertion sociales et économiques locales : Maison de l'emploi, Missions locales, PLIE , club FACE
- Politique de sous-traitance au secteur protégé

**ENGAGEMENT 9 : VALORISER LES HOMMES ET LES FEMMES AU SERVICE DE L'EAU**

- Application en interne de l'accord handicap, réflexion sur promotion de la diversité (égalité F/H, séniors, ...), actions de lutte contre les discriminations à l'embauche : jeunes des quartiers, handicapés, etc..
- Baromètre social, dialogue social
- Bilan des actions de formation professionnelle dédiées aux salaries du Centre

**ENGAGEMENT 10 : SENSIBILISER LES JEUNES ET LES MOINS JEUNES A LA GESTION DURABLE DE L'EAU**

- Bilans des actions de sensibilisation (Chemins de l'eau, Semaine du développement durable, ...), programmes pédagogiques engagés avec les écoles, visites des installations,
- Partenariats avec des associations locales de protection de l'environnement en matière de sensibilisation des publics internes ou externes au Centre

**ENGAGEMENT 11 : RENFORCER LE CONTRAT DE CONFIANCE AVEC NOS CLIENTS**

- Améliorations réalisées dans le contenu et la présentation des RAD
- Introduction des indicateurs de performance requis par le décret du 2 mai 2007 sur le contenu du « rapport du Maire »

**ENGAGEMENT 12 : CONTRIBUER AU DEBAT DEMOCRATIQUE SUR L'EAU**

- Participation d'élus locaux au Club Eau +
- Participation aux CCSPL ou autres instances (Comités d'usagers, comités de gouvernance ...)
- Participation à des réunions publiques
- Existence d'une structure créée par Lyonnaise des Eaux permettant le débat avec les « parties prenantes » locales

## LA PREUVE PAR L'EXEMPLE : DES ACTIONS CONCRETES, TEMOIN DE NOTRE ENGAGEMENT

**ENGAGEMENT 1 : PREVENIR LA POLLUTION DE LA RESSOURCE EN EAU**

- Part des volumes prélevés issus de captages avec procédures de périmètres de protection achevées (domaine privé et délégué)
- Nombre de conventions spéciales de déversement avec les industriels

**ENGAGEMENT 2 : GARANTIR L'ALIMENTATION EN EAU FACE AUX ALEAS CLIMATIQUES**

- Nombre d'interruptions de service pour cause de sécheresse

**ENGAGEMENT 3 : LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE**

- Rendement des réseaux de distribution d'eau potable
- Population pour laquelle un service de télérelève est en place

**ENGAGEMENT 4 : RENDRE A LA NATURE UNE EAU PROPRE ET PROTEGER LA BIODIVERSITE**

- Certificat ISO 9001 ou ISO 14001
- Nombre de sites couverts par un certificat ISO 14001
- Nombre de stations d'épuration pour lesquelles a été mis en place un dispositif de suivi de l'impact des rejets
- Nombre de plaintes ou PV pour cause de gêne environnementale avec poursuite

**ENGAGEMENT 5 : PROMOUVOIR LA BOISSON DU ROBINET**

- Pourcentage de clients déclarant boire régulièrement ou occasionnellement de l'eau du robinet (si disponible localement)
- Population concernée par un observatoire du goût

**ENGAGEMENT 6 : PARTICIPER AUX AGENDAS 21 ET AUX PLANS CLIMAT DES COLLECTIVITES**

- Quantité de gaz à effet de serre émise par les véhicules utilisés par l'entreprise
- Quantité de gaz à effet de serre émise par le service (si Bilan Carbone)
- Nombre de sites construits ou rénovés suivant la démarche HQE
- Consommation d'électricité pour les activités de production d'eau potable (Wh/m3)
- Consommation d'électricité pour les activités de traitement des eaux usées (Wh/m3)

**ENGAGEMENT 7 : AIDER LES PLUS DEMUNIS A PAYER LEUR FACTURE D'EAU**

- Nombre de dossiers soumis et acceptés sur le périmètre du contrat dans le cadre du Fonds Solidarité Logement
- Montant des abandons de créances alloués sur le périmètre du contrat
- Nombre de jours de bénévolat des membres d'Aquassistance

**ENGAGEMENT 8 : FACILITER L'INTEGRATION DANS L'EMPLOI**

- Nombre de contrats en alternance passés avec les établissements scolaires
- Pourcentage de personnes handicapées / effectif assujetti
- Mo0ntant des achats confiés à des entreprises du secteur protégé et adapté

**ENGAGEMENT 9 : VALORISER LES HOMMES ET LES FEMMES AU SERVICE DE L'EAU**

- Taux de fréquence des accidents du travail
- Taux de gravité des accidents du travail
- Nombre de salariés sensibilisés à ce jour au développement durable
- Part de la masse salariale consacrée à la formation professionnelle
- Taux de femmes dans l'encadrement

**ENGAGEMENT 10 : SENSIBILISER LES JEUNES ET LES MOINS JEUNES A LA GESTION DURABLE DE L'EAU**

- Nombre d'enfants et d'adultes sensibilisés aux questions de l'eau
- Nombre de partenariats locaux avec des associations

**ENGAGEMENT 11 : RENFORCER LE CONTRAT DE CONFIANCE AVEC NOS CLIENTS**

- Pourcentage des indicateurs requis par le décret du 2 mai 2007 renseignés avec une fiabilité « A » (cf texte de l'arrêté du 2 mai 2007)

**ENGAGEMENT 12 : CONTRIBUER AU DEBAT DEMOCRATIQUE SUR L'EAU**

- Nombre de partenariats en vigueur avec des associations locales de consommateurs ou environnementales
- Nombre de réunions publiques tenues au cours de l'année

# GLOSSAIRE

Le glossaire reprend les définitions du décret n°2007-675 du 2 mai 2007 pris pour l'application de l'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales. Il est également conforme aux prescriptions de l'arrêté du 2 mai 2007, relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau et d'assainissement et à la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008, qui précise la mise en œuvre des textes cités ci-dessus.

Certaines définitions complètent les dispositions des textes réglementaires pour permettre une meilleure appréciation de la qualité du service.

Le degré de confiance de chaque indicateur est repris en annexe du rapport annuel d'exploitation.

## EAU

### Indicateurs descriptifs du service :

- **Estimation du nombre d'habitant (D101.0)**
  Population desservie par le service sur la base des enquêtes de l'INSEE.

- **Clients affermage eau potable :**
  Nombre de compteurs facturés en rubrique délégataire eau, y compris les gros consommateurs.

- **Prix TTC du service au m3 pour 120m3 (D 102.0):**
  Ce prix comprend la rémunération de la collectivité et du délégataire ainsi les taxes afférents au service (Agence de l'Eau, Voie Navigable de France et autres le cas échéant)

- **Délai maximal d'ouverture des branchements (D 151.0) :**
  Ce délai correspond au délai maximal d'ouverture d'un branchement d'eau déjà créé (tel qu'expliciter au contrat). Il débute lorsque la demande du client est enregistrée et se termine lors de l'ouverture du branchement a été effectuée.

# Définitions techniques :

Les définitions ci-dessous permettent de mieux appréhender la valeur des indicateurs de performance du service. Tous les volumes sont ramenés sur 365 jours.

- **Volume mis en distribution :**
  Somme du volume produit et du volume acheté en gros diminué du volume vendu en gros.
- Volume eau produit :
  Volume issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau de distribution. Les volumes de service de l'unité de production ne sont pas comptés dans le volume produit.
- Volume eau acheté en gros :
  Volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur. Il est égal au volume d'eau importé.
- Volume eau vendu en gros :
  Volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur. Il est égal au volume d'eau exporté.

- **Volume consommé autorisé :**
  Somme du volume comptabilisé, du volume consommateur sans comptage et du volume de service.
- Volume comptabilisé :
  Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptages des abonnés. Les règles applicables pour l'estimation de ce volume sont définies par le décret n°2007-675 du 2 mai 2007 est reprises dans le tableau ci-après.
- Volume de service du réseau :
  Le volume de service est le volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution. Les règles applicables pour l'estimation de ce volume sont définies par le décret n°2007-675 du 2 mai 2007 est reprises dans le tableau ci-après.
- Volume consommateurs sans comptage :
  Le volume consommateurs sans comptage est le volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation.

- **Linéaire de réseau :**
  Longueur réseau de distribution eau potable + Longueur réseau de distribution d'eau brute

  - Longueur réseau de distribution eau potable
    Longueur des réseaux de distribution, tous diamètres confondus et quelle que soit la nature du matériau de la canalisation. Les linéaires de branchement ne sont pas pris en compte.
  - Longueur réseau de distribution d'eau brute
    Longueur des réseaux d'adduction et les feeder (conduites de transport).

- **Nombre de branchements eau :**
  Nombre de connections recensées actives ou inactives au réseau de distribution des communes qu'elles soient facturées ou non.

## ESTIMATION DES VOLUMES CONSOMMES AUTORISES NON COMPTES

Liste de principe à compléter par le service des eaux

| | Volume utilisé par | Méthode d'estimation | | Ordres de grandeur |
|---|---|---|---|---|
| VOLUME CONSOMMATEURS SANS COMPTAGE | **Essai PI/BI** | Evaluer avec le SDIS le nombre d'essais par an X Durée X 60 $m^3$/heure | | 7 à 10 $m^3$/an/unité |
| | **Manœuvres incendie** | Evaluer avec le SDIS : Nombre d'ouvertures X Durée X 60 $m^3$/heure | | |
| | **Espace vert sans compteur** | Deux méthodes possibles en collaboration avec Services des Espaces verts : | | |
| | | Nombre d'ouvertures des bornes X Durée X débit à estimer | Equipement de 10% des bornes avec des compteurs et extrapolation | |
| | **Fontaines sans compteur** | Deux méthodes possibles : | | |
| | | Nombre de fontaines par type X consommation à estimer pour chaque type | Equipement de 10% des fontaines avec des compteurs et extrapolation | |
| | **Lavage de la voirie** | Avec Engins : Nb de camions x Nb rotations de camion/jour x Nb de jours de travail | Par bouche de lavage : Nombre d'ouvertures X Durée X débit à estimer | 2 $m^3$ /Rotation/ Camion |
| | **Chasse d'eau sur le réseau d' assainissement** | Nombre de réservoirs de chasse X Nombre d'actions X volume d'un réservoir | | 2 à 5 $m^3$ par jour et par unité |
| VOLUME DE SERVICE DU RESEAU | **Nettoyage des réservoirs** | Le volume correspond au volume perdu en vidange plus l'eau de lavage et de rinçage avant remise en service. | | |
| | | Calcul précis de l'exploitant | Par défaut : Niveau bas + 10% du volume total utile du réservoir | |
| | **Désinfection après travaux** | - 8 volumes de canalisation (soit 1 volume de vidange, 3 pour le rinçage avant désinfection, 1 pour la désinfection et 3 pour le rinçage après désinfection)<br>- pour les branchements : nombre de branchements X 0,20 $m^3$ | | |
| | **Purge et lavage des conduites** | Calcul précis de l'exploitant | Par défaut :<br>- Nb de purges X Durée X 2,5 $m^3$/h<br>- Purges hors gel : 0,3 $m^3$/heure X Nb de jours ouverture X Nb d'antennes équipées<br>- Lavage eau-air-eau : 5 volumes de canalisation | |
| | **Surpresseurs et pissettes** | Nombres de pompes X Débit à estimer ou nombre de pissettes X débit à estimer | | 90$m^3$ /an/pompe |
| | **Analyseurs de chlore ou tout analyseur en ligne** | Nombre d'analyseurs X Débit à estimer | | 65 à 80 l/h, soit 570 à 700 $m^3$/an/Analyseur |
| | **Autres consommations pour raison de service** | Normalement marginal, sauf cas particulier à justifier. Exemple : mise en décharge pour problèmes de qualité | | |

PI/BI : poteaux / bornes incendie ; SDIS : Service Départemental d'Incendie et de Secours

MEDAD- fiche détaillée : données et indicateurs des annexes V et VI du CGCT

## Indicateurs de performance :

- **Taux de conformité microbiologique (P101.1) :**
  Nombre de prélèvements bactériologiques conformes / nombre total de prélèvements bactériologiques réalisés au cours de l'année X 100

- **Taux de conformité physico-chimique (P102.1) :**
  Nombre de prélèvements physico-chimiques conformes / nombre total de prélèvements physico-chimiques réalisés au cours de l'année X 100.

- **Indice de connaissance de la gestion patrimoniale (P103.2) :**
  Indice de 0 à 100 obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C ci-dessous. Les parties B et C ne sont prises en compte que si les 20 points sont obtenus pour la partie A :

  A – Existence de plans
  0 : absence de plan du réseau ou plans couvrant moins de 95 % du linéaire estimé du réseau de desserte (quels que soient les autres éléments détenus)
  10 : existence d'un plan du réseau couvrant au moins 95 % du linéaire estimé du réseau de desserte
  20 : mise à jour du plan au moins annuelle

  B – Informations sur les éléments constitutifs du réseau (40 points supplémentaires au maximum)
  + 10 : informations structurelles complètes sur chaque tronçon (diamètre, matériau)
  + 10 : connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations
  + 10 : localisation et description des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, compteurs de sectorisation...) et des servitudes
  + 10 : localisation des branchements sur la base du plan cadastral

  C – Informations sur les interventions sur le réseau (40 points supplémentaires au maximum)
  + 10 : localisation et identification des interventions (réparations, purges, travaux de renouvellement). (0 pour une réalisation partielle)
  + 10 : existence et mise en oeuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des branchements (0 pour une réalisation partielle)
  + 10 : existence d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations. On entend par plan pluriannuel de renouvellement un programme détaillé de travaux assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans
  + 10 : mise en oeuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations

- **Rendement du réseau de distribution (P104.3) :**
  Rendement = (volume consommé autorisé + volume vendu en gros) / (volume produit + volume acheté en gros) X 100

- **Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) :**
  Indice = (volume mis en distribution – volume comptabilisé) / longueur du réseau de desserte / 365

- **Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) :**
  Indice = (volume mis en distribution – volume consommé autorisé) / longueur du réseau de desserte / 365

- **Indice d'avancement de la protection de la ressource (P108.3) :**
  0 % : Aucune action
  20 % : Études environnementale et hydrogéologique en cours
  40 % : Avis de l'hydrogéologue rendu
  50 % : Dossier recevable déposé en préfecture
  60 % : Arrêté préfectoral
  80 % : Arrêté préfectoral complètement mis en oeuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) tel que constaté en application de la circulaire DGS-SDA 2005-59 du 31 janvier 2005
  100 % : Arrêté préfectoral complètement mis en oeuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté

- **Montant des abandons de créances (P109.0) :**
  Abandons de créances = (montants en euros des abandons de créances + montants en euros des versements à un fond de solidarité) / volume facturé

  Le montant Fonds de solidarité logement ne reprend que le montant des créances abandonnées sur la part du délégataire. Il ne reprend pas l'ensemble des fonds versés par des tiers (la donnée n'étant pas connue par le délégataire).

  **Pas de distinction eau et assainissement**

- **Taux d'interruptions de service (P151.1) :**
  Nombre de coupures d'eau au cours de l'année dont les abonnés n'ont pas été informés à l'avance / nombre d'abonnés X 1000

- **Taux de respect du délai maximal d'ouverture de branchements (P152.1) :**
  Nombre d'ouvertures de branchements réalisées dans les délais / nombre total d'ouvertures X 100

- **Taux d'impayés (P154.0) :**
  (Montant d'impayés au titre de l'année N-1, au 31/12/N) / (Chiffre d'affaire TTC facturé (hors travaux) au titre de l'année N-1 au 31/12/N) X 100

  **Pas de distinction eau et assainissement**

- **Taux de réclamations (P155.1) :**
  Nombre de réclamations laissant une trace écrite / nombre d'abonnés X 1 000

  **Pas de distinction eau et assainissement**

# ASSAINISSEMENT

## Indicateurs descriptifs du service :

- **Estimation du nombre d'habitant (D201.0) :**
  Estimation faite à partir du nombre d'abonnés au service de l'assainissement.
  Nombre d'habitant = Nombre d'abonnés * 2,3

- **Clients affermage assainissement :**
  Nombre de compteurs facturés en rubrique Délégataire assainissement, y compris les gros consommateurs.

- **Quantité des boues issues des ouvrages d'épuration (D203.0) :**
  Les boues prises en compte sont celles qui sont issues de la file boue exclusivement, après traitement des boues. Elles comprennent donc une part de réactifs (comme la chaux par exemple). En cas d'incinération sur site, sont pris en compte les tonnages de boues avant leur incinération. Les boues proviennent du réseau de collecte mais peuvent comporter une partie en provenance d'autres réseaux ou de l'assainissement non collectif lorsque les effluents, les boues de curage ou les matières de vidange sont déversées en tête de la station d'épuration.
  Le tonnage considéré est le tonnage en matière sèche, obtenu par le produit entre le tonnage des boues et la siccité

- **Prix TTC du service au m3 pour 120m3 (D204.0):**
  Ce prix comprend la rémunération de la collectivité et du délégataire ainsi les taxes afférents au service (Agence de l'Eau, Voie Navigable de France et autres le cas échéant)

## Définitions techniques :

Les définitions ci-dessous permettent de mieux appréhender la valeur des indicateurs de performance du service

- **Point Noir :**
  On appelle point noir tout point structurellement sensible du réseau nécessitant au moins deux interventions par an (préventive ou curative), quelle que soit sa nature (contre-pente, racines, déversement anormal par temps sec, odeurs, mauvais écoulement, etc.) et le type d'intervention requis (curage, lavage, mise en sécurité...) Les interventions sur la partie publique des branchements ainsi que les interventions dans les parties privatives des usagers dues à un défaut situé sur le réseau public (et seulement dans ce cas là) sont à prendre en compte

- **Linéaire de réseau :**
  Longueur réseau de collecte (en km). Les linéaires des branchements ne sont pas pris en compte

## Indicateurs de performance :

- **Indice de connaissance de la gestion patrimoniale (P202.2) :**
  Indice de 0 à 100 obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C ci-dessous. Les parties B et C ne sont prises en compte que si les 20 points sont obtenus pour la partie A :

  A – Plan du réseau de collecte (0, 10 ou 20 points)
  0 : absence de plans du réseau ou plans couvrant moins de 95 % du linéaire estimé du réseau de collecte hors branchements (quels que soient les autres éléments détenus)
  10 : existence d'un plan du réseau couvrant au moins 95 % du linéaire estimé du réseau de collecte hors branchements
  20 : mise à jour du plan au moins annuelle

  B – Informations sur les éléments constitutifs du réseau de collecte hors branchements (40 points supplémentaires au maximum)
  + 10 : informations structurelles complètes sur chaque tronçon (diamètre, matériau, année approximative de pose)
  + 10 : existence d'une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations
  + 10 : localisation et description de tous les ouvrages annexes (postes de relèvement, déversoirs...)
  + 10 : dénombrement des branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre 2 regards de visite)

  C – Informations sur les interventions sur le réseau (40 points supplémentaires au maximum)
  + 10 : définition et mise en oeuvre d'un plan pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau (0 pour une réalisation partielle)
  + 10 : localisation et identification des interventions (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement) (0 pour une réalisation partielle)
  + 10 : existence d'un plan pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement. On entend par plan pluriannuel de renouvellement un programme détaillé de travaux assorti d'un estimatif chiffré portant au moins sur 3 ans
  + 10 : mise en oeuvre d'un plan pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement

- **Taux de boues évacuées selon une filière conforme (P206.3)**
  Tonnes de Matières Sèches totales admises par une filière conforme / TMS totales des boues évacuées X 100

- **Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers (P251.1)**
  Nombre de demandes d'indemnisations déposées en vue d'un dédommagement / nombre d'habitants desservis X 1 000

- **Montant des abandons de créances (P207.0) :**
  Abandons de créances = (montants en euros des abandons de créances + montants en euros des versements à un fond de solidarité) / volume facturé

  Le montant Fonds de solidarité logement ne reprend que le montant des créances abandonnées sur la part du délégataire. Il ne reprend pas l'ensemble des fonds versés par des tiers (la donnée n'étant pas connue par le délégataire).

  **Pas de distinction eau et assainissement**

- **Taux de « points noirs » par 100 kilomètres (P252.2) :**
  nombre de points noirs / longueur de réseau de collecte des eaux usées (hors branchements) X 100

- **Conformité des performances d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau (P254.3)**
  Nombre de bilans conformes / nombre de bilans réalisés X 100

  Pourcentage de bilans sur 24 h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance conformes à la réglementation

- **Taux d'impayés (P257.0)**
  (Montant d'impayés au titre de l'année N-1, au 31/12/N) / (Chiffre d'affaire TTC facturé (hors travaux) au titre de l'année N-1 au 31/12/N) X 100

  **Pas de distinction eau et assainissement**

- **Taux de réclamation (P258.1)**
  Nombre de réclamations laissant une trace écrite / nombre d'abonnés X 1 000

  **Pas de distinction eau et assainissement**

- **Conformités du système de traitement :**
  - **à la Directive Européenne et au décret de transposition :**
    Oui ou Non
  - **à l'arrêté préfectoral (s'il existe)**
    Oui ou Non

# Gestion CLIENT

- **Existence d'une mesure de satisfaction clientèle :**
  0 = aucune mesure
  1 = existence d'une mesure statistique d'entreprise
  2 = existence d'une mesure statistique sur le périmètre de service

- **Existence d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux :**
  Oui ou Non

- **Existence d'une Commission Départementale Solidarité sur l'Eau :**
  Oui ou Non

- **Obtention de la certification ISO 9001 version 2000 :**
  Oui ou Non

- **Obtention de la certification ISO 14 001 :**
  Oui ou Non

- **Existence d'un laboratoire accrédité auquel le service a accès par lien conventionnel ou organique :**
  Oui ou Non

# Degré de confiance des indices de performance

## Service de l'eau potable

### Indicateur descriptif du service

| n° | Descriptif | Indice de confiance |
|---|---|---|
| D101.0 | Estimation du nombre d'habitants desservis | C |
| D102.0 | Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 | A |
| D151.0 | Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service | A |

### Indicateurs de performance

| n° | Descriptif | Indice de confiance |
|---|---|---|
| P101.1 | Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie | A |
| P102.1 | Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques | A |
| P103.2 | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable | B |
| P104.3 | Rendement du réseau de distribution | B |
| P105.3 | Indice linéaire des volumes non comptés | B |
| P106.3 | Indice linéaire de pertes en réseau | B |
| P108.3 | Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau | A |
| P109.0 | Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité | A |
| P151.1 | Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées | C |
| P152.1 | Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés | C |
| P154.0 | Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente | A |
| P155.1 | Taux de réclamations | A |

## Service de l'assainissement

### Indicateur descriptif du service

| n° | Descriptif | Indice de confiance |
|---|---|---|
| D201.0 | Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif | C |
| D203.0 | Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration | B |
| D204.0 | Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 | A |

### Indicateurs de performance

| n° | Descriptif | Indice de confiance |
|---|---|---|
| P202.2 | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées | B |
| P203.3 | Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006 | B |
| P204.3 | Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006 | B |
| P205.3 | Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006 | B |
| P206.3 | Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation | A |
| P207.0 | Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité | A |
| P251.1 | Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers | B |
| P252.2 | Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau | C |
| P254.3 | Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau | B |
| P257.0 | Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précedente | A |
| P258.1 | Taux de réclamations | A |

LRQA
Business Assurance

# CERTIFICAT D'APPROBATION

Nous certifions que le Système de Management de la Qualité de la société:

## Entreprise Régionale Grand Est
## 20 Rue des Métiers
## 68027 COLMAR, France

a été approuvé par la société Lloyd's Register Quality Assurance France SAS
selon les normes de Management de la Qualité suivantes:

## ISO 9001:2008

Le Système de Management de la Qualité concerne:

**Production et distribution 24h/24h d'eau potable ; Collecte et traitement des effluents ; Travaux et prestations de services en eau potable, assainissement et eau industrielle (maintenance, entretien, pose de canalisation, travaux neufs, télésurveillance, travaux en électromécanique, analyses de laboratoire...) ; Expertise, maintien et amélioration du patrimoine client (installation et réseaux) ; Gestion des services et de la relation avec la clientèle ; Prestations d'ingénierie en eau et assainissement ; Formation professionnelle pour le développement des compétences ; Conception, réalisation et installation d'Usines de traitement par Ultra Filtration.**

Ce certificat fait partie de l'approbation identifiée sous le certificat numéro FQA 9915316

Certificat d'approbation
No: FQA 9915316/A23

Première approbation: 27 Avril 2004

Certificat en cours: 23 Décembre 2011

Expiration du certificat: 31 Mars 2013

Emis par: Lloyd's Register Quality Assurance France SAS

cofrac
CERTIFICATION D'ENTREPRISES & DE PERSONNES
ACCREDITATION N°4-0003
PORTEE DISPONIBLE SUR WWW.COFRAC.FR

Le présent document est soumis aux dispositions énoncées au verso
1, boulevard Vivier Merle, 69443 Lyon cedex 03
Cette approbation est soumise aux procédures d'audit, de certification et de surveillance de LRQA

# SYNTHESE REGLEMENTAIRE 2011

## SERVICES PUBLICS

### POSSIBILITE D'UNE TAXE POUR FINANCER LE SERVICE PUBLIC DE GESTION DES EAUX PLUVIALES URBAINES

**> Décret 2011-815 du 6 juillet 2011 relatif à la taxe pour la gestion des eaux pluviales urbaines**

Le décret du 6 juillet 2011 précise l'article L2333-97 du code général des collectivités territoriales (CGCT) aux termes duquel «la gestion des eaux pluviales urbaines correspondant à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales urbaines constitue un service public administratif dénommé service public de gestion des eaux pluviales urbaines » et surtout instaure la possibilité de créer une taxe pluviale dont l'assiette et les règles de recouvrement sont définies.

### RACCORDEMENT AU RESEAU D'ASSAINISSEMENT DES PME

**> Loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, art. 37**

1/ Mise en place d'un régime particulier

Jusqu'à présent le service public d'assainissement prévoyait une obligation de raccordement pour les usagers domestiques et une autorisation préalable pour le raccordement des usagers non domestiques. La loi instaure désormais un régime intermédiaire pour les usagers assimilés domestiques. En effet, le propriétaire d'un immeuble ou d'un établissement rejetant des eaux usées résultant d'utilisations de l'eau assimilables à un usage domestique a droit, à sa demande, au raccordement au réseau public de collecte dans la limite des capacités des ouvrages d'assainissement existants ou en cours de réalisation.

En contrepartie, la collectivité organisatrice du service peut exiger du propriétaire une participation dont le montant tient compte de l'économie qu'il réalise en évitant le coût d'une installation d'assainissement non collectif. Les conditions de cette participation sont fixées par délibération.

Des prescriptions techniques applicables au raccordement de ces bâtiments peuvent être établies en fonction des risques résultant des activités exercées dans ces immeubles et établissements, ainsi que de la nature des eaux usées qu'ils produisent. Elles sont annexées au règlement de service et notifiées aux usagers concernées.

En l'absence de paiement de la participation ou en cas de non respect des prescriptions susmentionnées, le propriétaire est sanctionné par une majoration de sa redevance d'assainissement pouvant allant jusqu'à son doublement (sanction de l'art. L1331-8 du code de la santé publique).

2/ Cas des usagers assimilés domestiques raccordés sans autorisation avant la loi

Avant la loi Warsmann, les usagers assimilés domestiques étaient soumis au régime des usagers non domestiques, tenus à une autorisation pour leur raccordement. Les

usagers assimilés domestiques qui se seraient raccordés sans une telle autorisation au 19 mai 2011 doivent régulariser leur situation. Pour cela, ils présentent au service de collecte des eaux usées une déclaration justifiant qu'ils utilisent l'eau dans des conditions assimilables à un usage domestique.
En l'absence de déclaration avant le 17 mai 2012, ils sont soumis à la majoration de leur redevance d'assainissement pouvant aller jusqu'à son doublement, prévue à l'article L1331-8 du code de la santé publique.

3/ Accès à la propriété privée

Le droit d'accès à la propriété privée pour les agents du service d'assainissement est étendu au contrôle des utilisations de l'eau assimilables à un usage domestique, et n'est donc plus limité au contrôle des déversements autres que domestiques.

## AIDES AUX USAGERS DE L'EAU EN DIFFICULTÉS

**> Loi n°2011-156 du 7 février 2011 relative à la solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement (JORF n°0032 du 8 février 2011 p. 2472)**

1/ Nouvelle possibilité de subvention au FSL : A partir du 1er janvier 2012, les services publics d'eau et d'assainissement peuvent attribuer une subvention au fonds de solidarité pour le logement (FSL), pour contribuer au financement des aides attribuées aux personnes se trouvant dans l'impossibilité de payer leur facture d'eau ou les charges collectives afférentes. Cette subvention est plafonnée à 0,5 % des montants hors taxes des redevances d'eau ou d'assainissement perçues. Une convention doit être passée avec le gestionnaire du FSL pour encadrer le versement de cette subvention.
Cette disposition complète la possibilité déjà existante pour les gestionnaires d'eau et d'assainissement de contribuer au FSL, selon des modalités fixées dans une convention à passer avec le département (art. 6-3 de la loi °90-449 du 31 mai 1990). Cependant, cette contribution prend généralement la forme d'abandons de créances, qui ne peuvent bénéficier qu'aux logements comportant une individualisation de la fourniture en eau.
La nouvelle loi permet d'élargir les aides au paiement des charges des logements collectifs. Elle permet également expressément de financer la subvention au FSL par les redevances d'eau et d'assainissement.

2/ Information du maire et du centre d'action sociale : La demande d'aide est notifiée par le gestionnaire du fonds au maire et au centre communal ou intercommunal d'action sociale. Ceux-ci peuvent communiquer au gestionnaire du fonds toute information en leur possession susceptible d'éclairer ce dernier sur les difficultés rencontrées par le demandeur.

# STATIONS D'EPURATION

## STATIONS D'EPURATION ET MICROPOLLUANTS : MODALITES DE MISE EN PLACE D'UNE SURVEILLANCE DES EAUX REJETEES

> Circulaire du 29/09/2010 relative à la surveillance de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées au milieu naturel par les stations de traitement des eaux usées (BO MEDDTL du 25/11/2010)

**Les STEP sont désormais visées :**

- Seules sont concernées les STEP domestiques relevant de la rubrique 2.1.1.0 de la nomenclature Eau : le maître d'ouvrage de la STEP devra procéder ou faire procéder à la surveillance des substances inscrites sur une liste pendant un an (surveillance initiale) puis à l'issue d'un rapport, procéder à la surveillance régulière des substances considérées comme significatives car dépassant un certain seuil (inscrit dans la circulaire).
- Les arrêtés d'autorisation préfectoraux seront modifiés en ce sens pour intégrer cette surveillance : il est possible, lors de la transmission du projet d'arrêté préfectoral, de motiver le refus de suivre une substance par des résultats de mesures passées démontrant qu'elle n'existe pas dans les rejets.
- 2 campagnes :
  - les STEP > ou = à 6000 kg de DBO5/j : lancement en janvier 2011
  - les STEP > ou = à 600 kg de DBO5/j et < à 6000 kg de DBO5/j : lancement en janvier 2012
- Les prescriptions techniques de prélèvement, de mesures et d'analyses sont fixées par la circulaire. Il n'est pas possible d'utiliser les dispositifs de prélèvements existants dans le cadre de l'auto-surveillance pour le suivi de ces substances pour des risques de contamination. Les laboratoires doivent être sur une liste de l'INERIS et agréés.
- Enfin, si cette donnée ne figure pas dans l'arrêté d'autorisation, un débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale sèche peut être définie (QMNA5) ou par défaut un débit d'étiage de référence au milieu récepteur estimant le QMNA afin de permettre au bout de 1 an l'arbitrage entre les substances significatives et les autres.

**Ces dispositions fondent la signature d'un avenant pour intégrer les modalités techniques et financières de ce suivi.**

# DELEGATIONS DE SERVICES PUBLICS

## MODALITÉS DE TRANSMISSION DU FICHIER DES ABONNÉS PAR LE DÉLÉGATAIRE

### > DECRET N° 2011-1907 DU 20 DECEMBRE 2011 FIXANT LES MODALITES APPLICABLES A LA TRANSMISSION PAR LE DELEGATAIRE AU DELEGANT DES SUPPORTS TECHNIQUES NECESSAIRES POUR LA FACTURATION DE L'EAU

Pour rappel, la loi oblige le délégataire d'eau ou d'assainissement à remettre le fichier des abonnés, les caractéristiques des compteurs et les plans de réseaux 6 mois au moins avant la fin du contrat (art. L2224-11-4 du code général des collectivités territoriales).

Le nouveau décret précise les modalités de transmission du fichier des abonnés (sans évoquer les plans de réseaux). Il en précise le contenu obligatoire, et exige sa transmission sous format électronique sécurisé. Doivent être joints à cette transmission le recueil des tarifs appliqués par le service ainsi qu'une note précisant les dispositions prises pour la remise du règlement de service aux abonnés.

Le texte est entré en vigueur le 23 décembre 2011. Toutefois, les délégataires dont le contrat arrive à échéance d'ici le 22 juin 2012 ont jusqu'au 29 février 2012 pour satisfaire à leur obligation de transmission du fichier des abonnés.

## TRAVAIL DISSIMULÉ : OBLIGATION D'UN ARTICLE SUR LES SANCTIONS DANS LES MARCHÉS PUBLICS ET DSP

### > ARTICLE L. 8222-6 DU CODE DU TRAVAIL MODIFIE PAR LA LOI N° 2011-525 DU 17 MAI 2011 DE SIMPLIFICATION ET D'AMELIORATION DE LA QUALITE DU DROIT

1/ Pouvoir de sanction de la collectivité contractante : Dans tout contrat conclu par une personne publique, il est désormais obligatoire d'insérer une clause stipulant que des pénalités peuvent être infligées au cocontractant s'il ne s'acquitte pas des formalités relatives aux interdictions de travail dissimulé (immatriculation, déclarations, bulletins de paie). Ces pénalités contractuelles ne peuvent excéder 10% du montant du contrat, ni le montant des amendes pénales.

En cas de défaut de correction par une entreprise de sa situation irrégulière signalée par un agent de contrôle, la personne publique peut appliquer les pénalités prévues par le contrat. Elle peut également, comme cela était déjà le cas, rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques de l'entreprise.

2/ Obligation de collaboration avec l'agent de contrôle : Dès lors qu'un agent de contrôle lui signale la situation irrégulière d'un de ses cocontractants, la personne publique doit :

- faire injonction à cette entreprise de cesser cette situation,

- transmettre à l'agent les éléments de réponse communiqués par l'entreprise ou l'informer d'une absence de réponse.
- l'informer du défaut de correction des irrégularités signalées.

Des obligations similaires existaient déjà. La nouveauté est qu'à défaut de leur respect, la personne publique est désormais soumise à des sanctions financières en fonction des prestations objet du contrat.
Un décret doit préciser le délai donné à l'entreprise pour régulariser sa situation.

## MARCHES PUBLICS

### RÉFORME DU CODE DES MARCHÉS PUBLICS

#### > DECRET N°2011-1000 DU 25 AOUT 2011 MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MARCHES ET CONTRATS RELEVANT DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Un décret paru en août 2011 permet :

- la possibilité de présenter des variantes sans offre de base (sauf mention contraire dans le dossier de consultation).
- l'introduction de contrats globaux de performance pouvant associer conception, réalisation et exploitation/maintenance sans allotissement, et avec une rémunération à la performance.

### DISPENSE DE PROCÉDURE POUR LES ACHATS INFÉRIEURS À 15 000 € HT

#### > DECRET N° 2011-1853 DU 9 DECEMBRE 2011 MODIFIANT CERTAINS SEUILS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Pour leurs achats de fournitures, services ou travaux, les collectivités peuvent maintenant traiter directement avec une entreprise sans mise en concurrence en dessous de 15 000 € HT. Cette dispense de procédure ne doit toutefois pas conduire à des abus, notamment par la contractualisation systématique avec un même prestataire (art. 28 du code des marchés publics).
Pour rappel, ce seuil de dispense de procédure avait été relevé de 4 000 à 20 000 € HT par le décret du 19 décembre 2008. Mais le seuil de 20 000 € HT avait été annulé par l'arrêt "Perez" du Conseil d'Etat du 10 février 2010 et était revenu depuis à 4000 € HT.
En ce qui concerne les achats pour lesquels les collectivités ont la qualité d'entité adjudicatrice (ou opérateur de réseaux), notamment les achats relatifs à l'eau potable, le seuil de dispense de procédure établi à 20 000 € HT par le décret du 19 décembre 2008 n'a pas été modifié.
Les dispositions du décret sont applicables à partir du 12 décembre 2011, à l'exclusion des contrats pour lesquels une consultation a été engagée ou un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication antérieurement à cette date.

### SEUILS EUROPÉENS DE PROCÉDURES FORMALISÉES RÉVISÉS À LA HAUSSE

**> REGLEMENT N°1251/2011 DU 30 NOVEMBRE 2011 MODIFIANT LES DIRECTIVES 2004/17/CE, 2004/18/CE, 2009/81/CE DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL EN CE QUI CONCERNE LEURS SEUILS D'APPLICATION POUR LES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES**

A partir du 1er janvier 2012, de nouveaux seuils déterminent l'application des procédures formalisées avec publicité européenne pour les marchés publics:

- Pour les marchés de fournitures et de services des collectivités locales : 200 000 € HT (au lieu de 193 000 € HT) ;
- Pour les marchés de fournitures et de services de l'Etat : 130 000 Euros HT (au lieu de 125 000 € HT) ;
- Pour les marchés de fournitures et de services des entités adjudicatrices (opérateurs de réseaux) : 400 000 € HT (au lieu de 387 000 € HT) ;
- Pour les marchés de travaux : 5 000 000 € HT (au lieu de 4 845 000 € HT).

Note : il est rappelé qu'en dessous de ces seuils, les collectivités peuvent si elles le souhaitent conclure un marché à procédure adaptée (MAPA) avec une phase de négociation.

## ENVIRONNEMENT

### GRENELLE II : PUBLICATION DU DECRET BILAN GAZ A EFFET DE SERRE

**> Décret 2011-829 du 11/07/2011 relatif au bilan des émissions de gaz à effet de serre et au plan climat-énergie territorial**

Les entités de droit privé de plus de 500 salariés en métropole et de 250 salariés en Outre-mer sont concernées de même que les personnes morales de droit public de plus de 250 personnes, les collectivités territoriales et l'Etat.
Entrée en vigueur : le 1er juillet 2011 et 1 er bilan à établir avant le 31/12/2012
Le bilan est destiné à évaluer le volume d'émissions de gaz à effet de serre produit par les activités d'une personne morale sur le territoire national au cours d'une année. Il doit donc faire apparaître les émissions directes (produites par les sources fixes ou mobiles nécessaires aux activités de l'entité) et indirectes associés à l'utilisation d'électricité, de chaleur ou de vapeur. Il fait aussi mention du volume global des réductions d'émissions de gaz à effet de serre attendu. Ce bilan est transmis au préfet de région. Il est mis à jour tous les 3 ans.
Ces bilans seront accessibles au public via les sites internet des entités concernées et seront publiés par le ministère.
Le décret définit également le contenu des plans climat-énergie territoriaux élaborés sur la base des bilans d'émissions des collectivités territoriales.
Un arrêté va prochainement être publié précisant la méthodologie à retenir pour l'élaboration des bilans et le rôle d'un organisme national d'expertise : « le pôle de coordination nationale ».

# SECURITÉ

## PRÉVENTION DES DOMMAGES AUX RÉSEAUX

> LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (JORF n°160 du 13 Juillet 2008)
> Décret n° 2010-1600 du 20 décembre 2010 relatif au guichet unique créé en application de l'article L. 554-2 du code de l'environnement (JORF n°0296 du 22 décembre 2010)
> Arrêté du 23 décembre 2010 relatif aux obligations des exploitants d'ouvrages et des prestataires d'aide envers le télé-service «reseaux-et-canalisations.gouv.fr» (JORF n°0301 du 29 décembre 2010)
Décret 2011-762 du 28 juin 2011 fixant les modalités d'application de l'article L 554-5 du Code l'environnement (JORF du 30/06/2011, p.11099).
> Avis du 23 juin 2011 aux exploitants de réseaux relatif à l'application de l'article R 554-10 du code de l'environnement (BOMEDDTL 2011/13 du 25/07/2011, p.136).

Au vu des dommages déplorés chaque année, et à la faveur du Grenelle II, l'Etat a engagé une réforme de la prévention des dommages aux réseaux lors de travaux. Cette réforme concerne les collectivités locales en tant que maîtres d'ouvrage, exploitants de réseaux, coordonnateurs des travaux sur la voirie, et responsables de la police de la sécurité sur leur territoire. Elle concerne Lyonnaise des Eaux en tant que maître d'ouvrage, exploitant, et entreprise de travaux. Elle s'appuie sur deux piliers.

- **Le premier pilier est l'instauration d'un guichet unique**. Il s'agit d'une plateforme internet http://www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr, qui sera le répertoire des exploitants permettant aux responsables de travaux de déclarer leurs chantiers. Il est **à renseigner avant le 31 mars 2012** pour une **utilisation obligatoire au 1er juillet 2012**. Les mairies ne seront plus en charge de la liste des exploitants. **Son financement se fait par de deux redevances à acquitter annuellement à l'Ineris depuis le 1er janvier 2012** : une perçue auprès des exploitants au prorata des longueurs de réseaux, l'autre auprès des prestataires de services en formalités de déclaration.
- **Le deuxième pilier est la réforme de la procédure de déclaration des travaux.** Les règles actuelles sont abrogées par le décret n°2011-1231 du 5 octobre 2011, dit décret « DT-DICT » entrant en vigueur au 01er juillet 2012.
  - Il instaure une responsabilité renforcée des maîtres d'ouvrage de travaux, dans la préparation des projets et pour que les entreprises d'exécution disposent de la meilleure connaissance possible de la localisation des réseaux avant d'entreprendre les travaux.
  - Il impose aux exploitants une amélioration de la cartographie, avec obligation aux réseaux sensibles au 1er janvier 2019 en unité urbaine et au 1er janvier 2026 sinon.

- Il impose des réponses plus rapides et plus précises aux déclarations préalables, et une anticipation des situations de crise.
- Il fixe des obligations de compétences pour les maîtres d'ouvrage et les entreprises de travaux obligatoire au 1er janvier 2017 et encadrent les techniques de travaux.
- Il prévoit des sanctions administratives complémentaires.

Ces mesures sont inscrites dans le code de l'environnement, un guide technique et une norme.

Des expérimentations ont été engagées dans les agglomérations d'Orléans et Perpignan. Un bilan au printemps 2013 permettra d'apporter les ajustements nécessaires.

Linéaire réseau d'assainissement
(données issues du SIG)

# SAINT DIE

| Hauteur | Unitaires | Eaux Usées | Eaux Pluviales |
|---|---|---|---|
| 70 | | | 12 |
| 75 | | 24 | |
| 80 | | | 134 |
| 90 | 70 | 227 | 215 |
| 100 | 563 | 539 | 348 |
| 120 | 186 | | 238 |
| 125 | 3 | 78 | 97 |
| 130 | | | 34 |
| 135 | | | 58 |
| 140 | | | 151 |
| 145 | 141 | | 126 |
| 150 | 126 | 5 288 | 1 329 |
| 160 | 705 | 2 279 | 588 |
| 165 | 1 430 | | 60 |
| 170 | 28 | | |
| 175 | 44 | | 51 |
| 180 | 618 | | 179 |
| 190 | 58 | | 122 |
| 200 | 3 203 | 43 132 | 3 176 |
| 215 | | | 33 |
| 220 | | | 2 |
| 250 | 304 | 4 894 | 398 |
| 300 | 7 738 | 6 253 | 20 677 |
| 315 | | | 582 |
| | | | 42 |
| 400 | 10 314 | 2 428 | 19 131 |
| 500 | 1 462 | 1 472 | 4 957 |
| 600 | 1 990 | 3 739 | 3 874 |
| 700 | | 20 | |
| 800 | 459 | 234 | 2 589 |
| 900 | | | 252 |
| 1 000 | 68 | 1 | 1 240 |
| 1 200 | | | 205 |
| 1 500 | 254 | | |
| inconnu | 5 085 | 4 417 | 8 283 |
| **TOTAL** | **34 850** | **75 026** | **69 184** |
| *TOTAL 2010* | *34 642* | *73 013* | *66 346* |

| Observations |
|---|
| **Nombreuses mises à jour :**<br>chemin de la pépinière<br>avenue de la fontenelle<br>avenue de Robache (nouveau lot)<br>champs du Pair<br>chemin de la pépinière<br>chemin de la vigne Henry<br>Impasse des croisettes<br>la vaxeniaire<br>lotissement Cardinal<br>Lotissement des capucines<br>Lotissement des coteaux<br>Préventorium<br>proche piscine<br>quai du torrent<br>route d'Herbaville<br>rue Albert Ferry<br>rue d'Alsace<br>rue de Dijon<br>rue de la belle corvée<br>rue Descelles<br>rue d'Ormont prolongée<br>rue du Gros pré<br>rue du petit Saint-Dié<br>rue jean Ruyr<br>rue Jules Ferry<br>rue Pierre Evrat<br>rue René Cassin<br>rue vanne de Pierre<br>sentier de robache<br>sentier de saint roch |

| | |
|---|---|
| **LINEAIRE TOTAL :** | **179 060** |
| *Linéaire total 2010 :* | *174001* |

*Renseignements techniques*

| | |
|---|---|
| Nbre de regards Unitaires : | **834** |
| Nbre de regards Eau Usées : | **1899** |
| Nbre de regards Eau Pluviales : | **1400** |
| TOTAL | **4133** |
| Nbre de grilles et avaloirs : | **3293** |
| Nbre de déversoirs d'orage : | **34** |
| Nbre de postes de relèvement : | **15** |

Nombre de bassins d'orage :

**1**

Adresse des ouvrages :

**Place des Folmard**
1500 m3
débit nominal : 120 m3/h

# SAINT DIE DES VOSGES

## ANNEE 2011

## RELEVE DES INTERVENTIONS HYDROCUREUSES

| DATE | N° | LIEU DE L'INTERVENTION | OUVRAGE | BRCHT | CURAGE | LIN (ml) | DEBOUCHAGE | Nombre | COMMUNE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12/01/2011 | 12 | Rue Jean Parvé | | X | X | 50 | | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 21/01/2011 | X | Rue du Gymnase Vosgien | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 26/01/2011 | X | Rue Lyautey | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 28/01/2011 | X | Place de la Rochotte | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 28/01/2011 | X | Rue du Breuil | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 07/02/2011 | 21 | Rue René Cassin | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 11/02/2011 | x | Rue du Petit Saint-Dié | DO | | | | X | 1 | SAINT DIE DES VOSGES |
| 11/02/2011 | x | Rue du Breuil | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 11/02/2011 | x | Rue Concorde | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 11/02/2011 | x | Quai de Lattre + Crédit Mutuel | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 15/02/2011 | x | Voie de chemin de fer entre Gondran et Rue du Petit Saint Dié | | | X | 240 | | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 18/02/2011 | 31 | Rue Thiers | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 18/02/2011 | 4 | Rue Jacques Delille | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 18/02/2011 | 22 | Rue Joséphine Linck | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 18/02/2011 | X | Rue Colonel J Pierre | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 18/02/2011 | X | Rue Trimbach | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 18/02/2011 | X | Rue Saint Charles | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 25/02/2011 | X | Angle Rue Carbonnard & Rue Stanislas | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 25/02/2011 | x | Marzelay | DO | | | | X | 1 | SAINT DIE DES VOSGES |
| 25/02/2011 | 40 | Rue du Cimetière militaire | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 04/03/2011 | X | Rue Dauphine | | | X | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 04/03/2011 | X | Place du Point du Jour | | | X | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 04/03/2011 | X | Rue d'Ortimont | DO | | X | | X | 1 | SAINT DIE DES VOSGES |
| 04/03/2011 | 16 | Rue Linck | | | X | 50 | | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 04/03/2011 | 5 | Rue Ruben Vallet | | | X | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 04/03/2011 | X | Rue Saint Charles | | | X | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 04/03/2011 | X | Ecole de Foucharupt | | | X | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 04/03/2011 | X | Rue Petite Concorde | | | X | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 11/03/2011 | X | Rue Saint Charles | | | X | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 11/03/2011 | X | Rue du Breuil | | | X | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 11/03/2011 | 15 | Rue Linck | | | X | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 17/03/2011 | 32 | Avenue de Robache | DO | | | | X | 1 | SAINT DIE DES VOSGES |
| 18/03/2011 | X | Route des Ecoles | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 18/03/2011 | X | Rue Saint Charles | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 18/03/2011 | X | Rue du Breuil | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 25/03/2011 | X | Rue Jean Jacques baligan | | X | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 25/03/2011 | X | Rue des Alliés-Impasse des Cyprès | Avaloir | X | X | | X | 1 | SAINT DIE DES VOSGES |
| 25/03/2011 | X | Rue Pastourelle | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 01/04/2011 | X | Rue Concorde | | | | | | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 01/04/2011 | X | Rue du Breuil | | | | | | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 08/04/2011 | X | Rue Schuman + Rue Monnet | | | X | 150 | | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 08/04/2011 | X | Rue de la Meurthe | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 22/04/2011 | X | Rue Concorde | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 22/04/2011 | X | Rue des Castors | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 22/04/2011 | X | Rue Jacques DeLille | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 24/04/2011 | 11 | Rue des 4 frères Mougeote | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 27/04/2011 | X | Rue Charles Trimbach | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 27/04/2011 | 58 | Rue du 53ème RIT | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 28/04/2011 | 14 | Rue du Maréchal Lyautey | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 05/05/2011 | 34 | Rue Dauphine | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 11/05/2011 | | Rue Josephine Linck | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 13/05/2011 | | Rue du 31ème BCP | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 13/05/2011 | | Rue du Breuil | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 14/05/2011 | | Voie Romaine | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 26/05/2011 | 40 | Avenue du Cimetière Militaire | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 27/05/2011 | | Avenue le Corbusier | DO | | | | X | 1 | SAINT DIE DES VOSGES |
| 27/05/2011 | | Rue du Breuil | | | X | 120 | | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 01/06/2011 | 46 | Rue d'Hellieule | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 06/06/2011 | X | Rue de la Cathédrale | Avaloirs | X | | | X | 1 | SAINT DIE DES VOSGES |
| 07/06/2011 | X | Rue Turin | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 08/06/2011 | X | Rue Turin | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 09/06/2011 | 6 | Rue Monseigneur Blanchet | | X | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 10/06/2011 | 12 | Rue Monseigneur Blanchet | | | | | | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 24/06/2011 | X | Rue E Durkheim | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 24/06/2011 | X | Rue Pasteur | Syphon | | | | X | 1 | SAINT DIE DES VOSGES |
| 29/06/2011 | 16 | Rue des Jonquilles | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 01/07/2011 | X | Rue du Breuil | | | X | 50 | | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 01/07/2011 | X | Avenue de Robache | DO | | | | X | 1 | SAINT DIE DES VOSGES |
| 01/07/2011 | X | Rue d'Hellieule | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 01/07/2011 | X | Rue de la Madeleine | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 08/07/2012 | X | Route de Marzelay | DO | | | | X | 1 | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 11/07/2012 | X | Rue des Dahlias | | | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 15/07/2012 | X | Rue Cardinal | DO | | | | X | 1 | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 22/07/2012 | X | Rue du Breuil | | | X | 80 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |

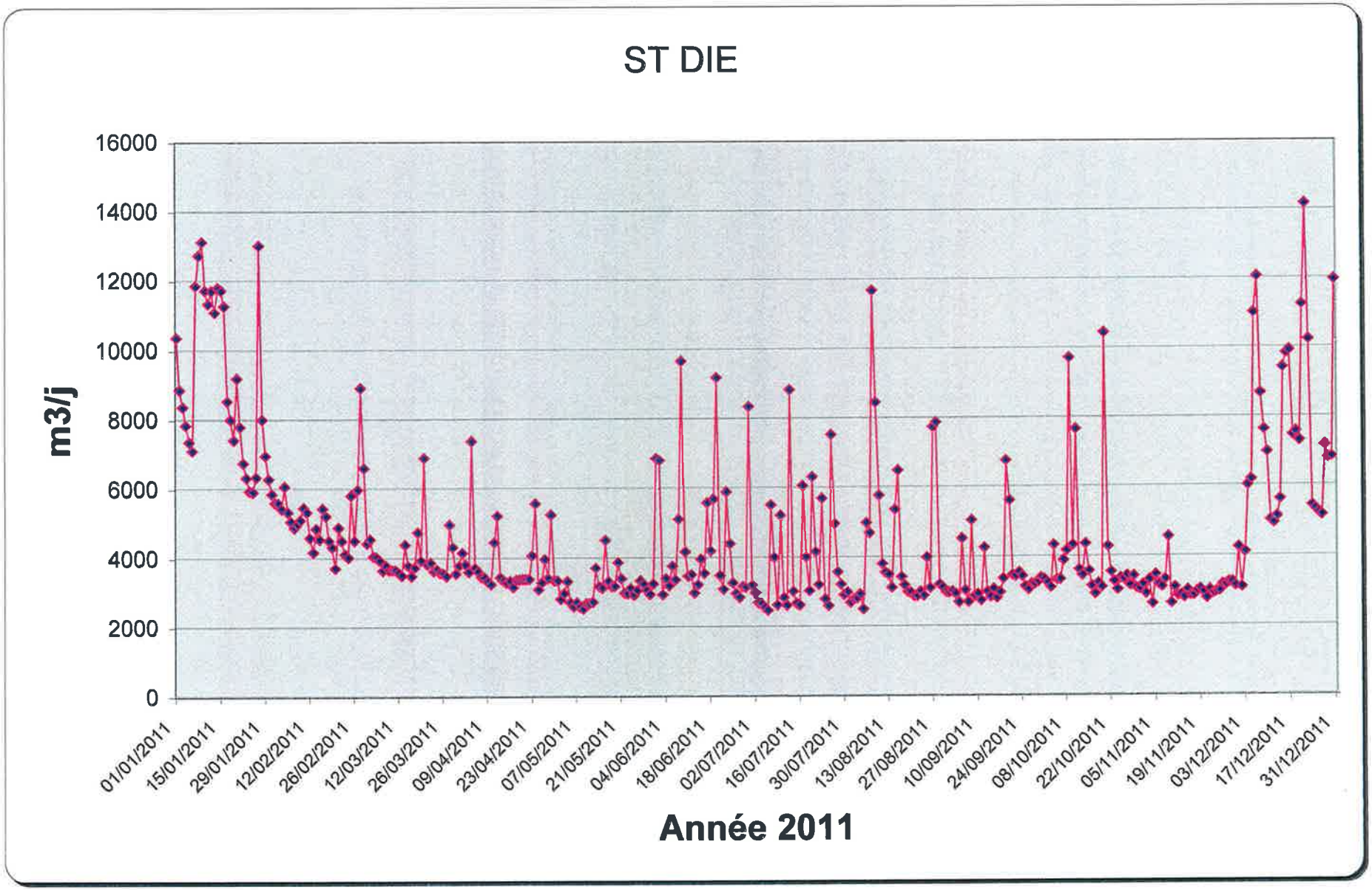
| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 25/07/2012 | X | Curage du camion | | | | | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 27/07/2012 | X | Rue de Thurin | | X | | | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 27/07/2012 | X | Rue de la Madeleine | | X | | | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 27/07/2012 | X | Route d'Epinal | | X | X | 50 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 29/07/2012 | X | Rue d'Ortimont | | | | | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 29/07/2012 | X | Grand point | Avaloirs | | | | | 4 | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 29/07/2012 | 26 | Rue Charles de Gaulle | DO | | | | | 1 | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 29/07/2012 | X | Rue Emile Zola | | | | | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 01/08/2012 | 77-92 | Route d'Epinal | DO | | X | 100 | | 1 | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 01/08/2012 | X | Rue Pasteur | DO=Siphon | | X | 30 | | 1 | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 04/08/2012 | 15 | Rue Monseigneur Foucault | | | X | 5 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 04/08/2012 | X | Rue de l'Orme | | | X | 115 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 12/08/2011 | 56B | Rue Pierre Evrat | | | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 12/08/2011 | 7 | Rue du Gymnase Vosgien | | | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 12/08/2011 | X | Rue du Breuil | | | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 22/08/2012 | 2 | Rue Jean Prouvé | | X | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 26/08/2011 | 33 | Rue d'Amérique | | | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 26/08/2011 | 15 | Rue du 31ème BCP | | | X | 20 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 26/08/2011 | 8 | Rue Foch | | | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 26/08/2011 | 17 | Rue Stanislas | | | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 26/08/2011 | 12 | Rue Maréchal Lyautey | | | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 30/08/2012 | 9 | Clos du Concourt | | | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 02/09/2012 | X | Rue Jean Stockler | | X | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 02/09/2012 | X | Rond point Mendelson | | | X | 40 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 02/09/2012 | 2 - 4 | Place du Point du Jour | | | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 02/09/2012 | X | Rue de Foucharupt | | | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 02/09/2012 | 31 | Rue Jean Parvé | | | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 05/09/2011 | 14 | Rue de la Croix | | X | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 05/09/2011 | 26 | Rue Ohl des Marais | | | X | 50 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 09/09/2011 | 4 | Rue de la Corvée | | | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 09/09/2011 | 86 | Rue Pierre Evrat | | X | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 09/09/2011 | 24 | Rue des 3 Villes | | X | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 09/09/2011 | 29 | Route de Raon | | X | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 09/09/2011 | 4 | Rue Jacques Delille | | X | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 09/09/2011 | X | Rue du Breuil | Tampon | | | | | 1 | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 12/09/2011 | X | Rue de la Croix | | | X | 30 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 12/09/2011 | 15 | Rue Josephine Linck | | X | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 13/09/2011 | X | Rue de la Croix | | | X | 15 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 14/09/2011 | X | Rue de la Croix | | | X | 25 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 15/09/2011 | X | Rue des 3 Villes | | X | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 16/09/2011 | X | Rue de la Croix | | | X | 20 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 16/09/2011 | X | Rue du Petit Saint Dié | DO | | X | 30 | | 1 | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 16/09/2011 | X | Rue d'Amerique | | | X | 20 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 16/09/2011 | X | Quai Sadi Carnot | | X | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 19/09/2011 | X | Rue de la Croix | | | X | 20 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 20/09/2011 | X | Rue de la Croix | | | X | 15 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 22/09/2011 | X | Rue de la Croix | | | X | 20 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 23/09/2011 | X | Rue d'Amerique ,angle les 3 Villes | | | X | 20 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 23/09/2011 | X | Rue du Petit Saint Dié | DO | | X | | | 1 | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 26/09/2011 | X | STEP de Golbey | | | | | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 29/09/2011 | X | Rue du Petit Saint Dié | DO-Syphon | | X | 15 | | 1 | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 30/09/2011 | X | Rue du Petit Saint Dié | | | X | 20 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 06/10/2011 | X | Route d'Epinal | | | X | 120 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 07/10/2011 | X | Rue des Travailleurs | | | X | 110 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 07/10/2011 | X | Rue des 3 Villes | | X | X | 20 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 07/10/2011 | X | Rue d'Amérique | | | X | 45 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 10/10/2011 | X | Rue d'Amérique | | | X | 85 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 11/10/2011 | X | Rue d'Amérique | | | X | 80 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 12/10/2011 | X | Rue d'Amérique | | | X | 30 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 12/11/2011 | X | Rue de la Croix | | | X | 50 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 13/10/2011 | X | Rue de la Croix | | | X | 30 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 14/10/2011 | X | Rue du Breuil | | | X | 40 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 14/10/2011 | X | Rue du Breuil | | | X | 40 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 14/10/2011 | X | Rue des 3 Villes | | | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 14/10/2011 | X | Rue du Maréchal Foch | | | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 14/10/2011 | X | Rue de la Croix | | | X | 30 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 17/10/2011 | X | Rue des 3 Villes | | X | X | 400 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 17/10/2011 | X | Rue Maréchal Foch | | X | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 17/10/2011 | X | Rue Saint Charles | | | X | 80 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 17/10/2011 | X | STEP de Golbey | | | | | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 18/10/2011 | X | Rue de la Croix | | | X | 30 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 19/10/2011 | X | Rue de la Croix | | | X | 25 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 20/10/2011 | X | Rue du Petit Saint Dié | | | X | 20 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 21/10/2011 | X | Rue du Petit Saint Dié | | | X | 30 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 21/10/2011 | X | Quai Maréchal De Lattre | | | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 21/10/2011 | X | Rue Maréchal Foch | | | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 24/10/2011 | X | Remiremont Dépotage | | | | | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 24/10/2011 | X | Rue du Petit Saint Dié | | | X | 20 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 25/10/2011 | X | Rue du Petit Saint Dié | | | X | 15 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 26/10/2011 | X | Rue du Petit Saint Dié | | | X | 30 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 27/10/2011 | X | Rue du Petit Saint Dié | | | X | 20 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 27/10/2011 | X | Impasse V de la Madeleine | | | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 28/10/2011 | X | Rue Edmond Haouy | | | X | 60 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 31/10/2011 | X | Rue Edmond Haouy | | | | | | | SAINT-DIE DES VOSGES |

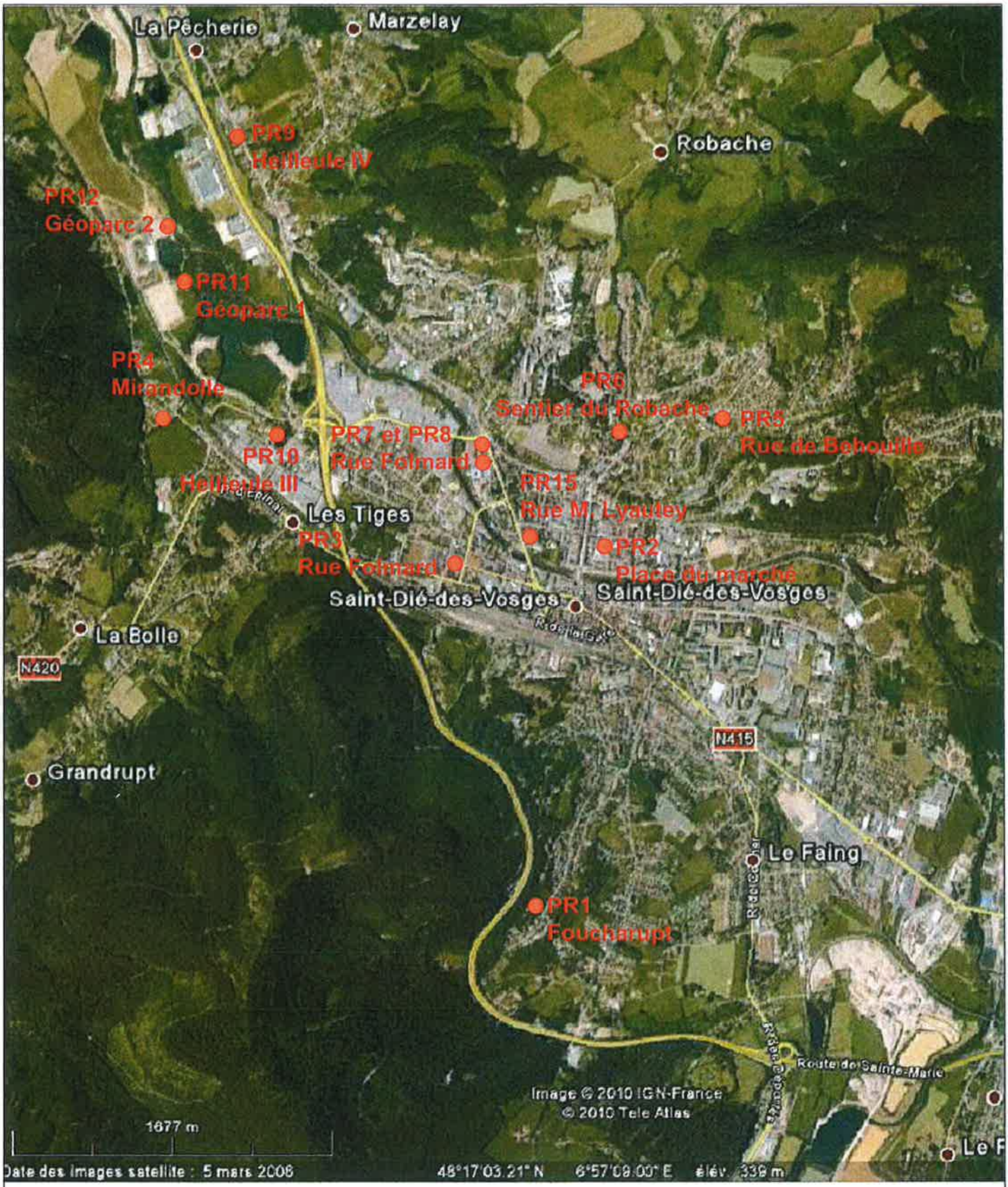
| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 01/11/2011 | X | Rue Thurin | | | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 02/11/2011 | X | Curage Camion Remiremont | | | | | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 03/11/2011 | X | Rue Saint-Charles | | | X | 165 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 03/11/2011 | X | Route d'Epinal | | | X | 190 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 04/11/2011 | X | Rue du Petit Saint-Dié | | | X | 80 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 07/11/2011 | X | Rue du Petit Saint-Dié | | | | | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 08/11/2011 | X | Curage Camion Remiremont | | | | | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 10/11/2011 | 40 | Avenue du Cimetiere Militaire | | X | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 10/11/2011 | X | Rue des Ecoles | Syphon | | | | X | 1 | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 10/11/2011 | X | Rue René Fonck | | X | | | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 10/11/2011 | X | Rue du Breuil | | | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 14/11/2011 | Les Tiges | Route d'Epinal | | | X | 350 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 14/11/2011 | X | Rue d'Hellieule | | | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 15/11/2011 | Les Tiges | Route d'Epinal | | | X | 205 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 16/11/2011 | X | STEP Golbey | | | | | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 16/11/2011 | Les Tiges | Route d'Epinal | | | X | 215 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 17/11/2012 | Les Tiges | Route d'Epinal | | | X | 105 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 17/11/2011 | X | Rue Stanislas-rue Jacques Baligan | | | X | 50 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 18/11/2011 | X | Rue des Ecoles | Syphon | | | | X | 1 | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 18/11/2011 | 7 | Rue de Thurin | | | X | 30 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 18/11/2011 | Mr Bricolage | Zone d'Hellieule | | | X | 50 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 21/11/2011 | X | Quai Leduc | | | X | 50 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 21/11/2011 | X | Rue du Breuil | | | X | 105 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 21/11/2011 | X | Rue Linck | | | X | 210 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 22/11/2011 | X | STEP Golbey | | | | | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 23/11/2011 | X | Rue Thiers -angle rue Dauphine | | | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 23/11/2011 | X | Rue du Petit Saint Dié | | | X | 30 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 23/11/2011 | X | Rue des Trois Villes -angle d'Amérique | | | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 23/11/2011 | X | Rue du Breuil | | | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 23/11/2011 | X | Rue du 31ème BCP | | | | | X | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 22/11/2011 | Les Tiges | Route d'Epinal | | | X | 450 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 25/11/2011 | Les Tiges | Route d'Epinal | | | X | 280 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 28/11/2011 | X | Route d'Epinal | | | X | 95 | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 28/11/2011 | X | STEP Golbey | | | | | | | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 02/12/2011 | X | Rue d'Ortimont | DO | | | | | 1 | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 02/12/2011 | X | Rue Pasteur | Syphon | | | | | 1 | SAINT-DIE DES VOSGES |
| 07/12/2011 | X | Route d'Epinal | | | X | 100 | | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 12/12/2011 | X | Route d'Epinal | | | X | 175 | | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 12/12/2011 | X | Rue Dauphine | | | X | 274 | | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 13/12/2011 | X | Route d'Epinal | | | X | 40 | | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 13/12/2011 | X | STEP de Golbey | | | | | | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 13/12/2011 | X | Rue Dauphine | | | | | | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 14/12/2011 | X | Rue Thiers | | X | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 15/12/2011 | X | Rue Dauphine | | | X | 272 | | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 16/12/2011 | X | Rue de la Madeleine | 2 | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 16/12/2011 | X | Quai Leclerc | 1 | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 19/12/2012 | X | Route d'Epinal | | | X | 40 | | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 19/12/2012 | X | Voie chemin de fer | DO | | | | | 1 | SAINT DIE DES VOSGES |
| 19/12/2012 | X | Pont de Traintoué | DO | | | | | 1 | SAINT DIE DES VOSGES |
| 19/12/2012 | X | Route d'Epinal | DO | | | | | 1 | SAINT DIE DES VOSGES |
| 19/12/2012 | X | Rue du Petit Saint Dié | DO | | | | | 1 | SAINT DIE DES VOSGES |
| 20/12/2012 | X | Curage camion | | | | | | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 21/12/2012 | 22 | Rue du 31ème BCP | | | | | X | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 22/12/2012 | 6 | Rue du Pré Blinvil | | | X | 40 | | | SAINT DIE DES VOSGES |
| 22/12/2012 | X | Rue Carbonnar | | | | | | | SAINT DIE DES VOSGES |
| | | | | | Total | 6411 | | | |

| | |
|---|---|
| Linéaire EU | 2911 |
| Linéaire EP | 485 |
| Linéaire UN | 3015 |
| Total | 6411 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| BASSIN D'ORAGE DE FOLMARD (St DIE) | POMPE DE RELEVEMENT 2 | 2011 | 2010 | - |
| POSTE DE RELEVEMENT ALBERT CAMUS 1 | TAMPON DE VISITE | 2010 | 2050 | - |
| POSTE DE RELEVEMENT ALBERT CAMUS 1 | PANIER DE DEGRILLAGE | 2001 | 2021 | -Aluminium (500 x 300 x 500 ) |
| POSTE DE RELEVEMENT ALBERT CAMUS 1 | POMPE DE RELEVEMENT 1 | 2001 | 2011 | FLYGT- |
| POSTE DE RELEVEMENT ALBERT CAMUS 1 | POMPE DE RELEVEMENT 2 | 2010 | 2020 | FLYGT-DP 3068 MT 473 |
| POSTE DE RELEVEMENT ALBERT CAMUS 1 | CONDUITE DE REFOULEMENT POMPES | 2001 | 2041 | - |
| POSTE DE RELEVEMENT ALBERT CAMUS 1 | CLAPET ANTI-RETOUR ISOLEMENT POMPE 1 | 2001 | 2031 | - |
| POSTE DE RELEVEMENT ALBERT CAMUS 1 | CLAPET ANTI-RETOUR ISOLEMENT POMPE 2 | 2001 | 2031 | - |
| POSTE DE RELEVEMENT ALBERT CAMUS 1 | VANNE ISOLEMENT POMPE 1 | 2001 | 2031 | - |
| POSTE DE RELEVEMENT ALBERT CAMUS 1 | VANNE ISOLEMENT POMPE 2 | 2001 | 2031 | - |
| POSTE DE RELEVEMENT DE BEHOUILLE | POMPE DE RELEVEMENT 2 | 2009 | 2019 | CAPRARI-KCM100HA+005141N1 |
| POSTE DE RELEVEMENT DE BEHOUILLE | POMPE DE RELEVEMENT 1 | 2011 | 2011 | - |
| POSTE DE RELEVEMENT DE BEHOUILLE | ARMOIRE GENERALE BT | 2006 | 2026 | - |
| POSTE DE RELEVEMENT DE ROBACHE | TAMPON DE VISITE BACHE DE POMPAGE | 1998 | 2028 | - |
| POSTE DE RELEVEMENT DE ROBACHE | ECHELLE ACCES POMPES | 1998 | 2018 | - |
| POSTE DE RELEVEMENT DE ROBACHE | PANIER DE DEGRILLAGE | 1998 | 2013 | -Aluminium (300 x 400 x 500) |
| POSTE DE RELEVEMENT DE ROBACHE | POMPE DE RELEVEMENT 1 | 2010 | 2020 | FLYGT-DP 3085 MT 474 |
| POSTE DE RELEVEMENT DE ROBACHE | POMPE DE RELEVEMENT 2 | 1998 | 2013 | PUMPEX-KL 84 |
| POSTE DE RELEVEMENT DE ROBACHE | TUYAUTERIE REFOULEMENT POMPES | 1998 | 2028 | - |
| POSTE DE RELEVEMENT DE ROBACHE | CLAPET ANTI-RETOUR POMPE 1 | 1998 | 2028 | - |
| POSTE DE RELEVEMENT DE ROBACHE | CLAPET ANTI-RETOUR POMPE 2 | 1998 | 2028 | - |
| POSTE DE RELEVEMENT DE ROBACHE | VANNE ISOLEMENT POMPE 1 | 1998 | 2028 | - |
| POSTE DE RELEVEMENT DE ROBACHE | VANNE ISOLEMENT POMPE 2 | 1998 | 2028 | - |
| POSTE DE RELEVEMENT DE ROBACHE | ARMOIRE GENERALE BT | 1998 | 2018 | - |
| POSTE DE RELEVEMENT DE ROBACHE | TELETRANSMISSION | 1998 | 2012 | PERAX-P 200 Xm |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | CANALISATION EAU POTABLE | | | - |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | CONDUITE DE DEPOTAGE DES MATIERES DE VIDANGE | 2010 | 2040 | - |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | AMENAGEMENT FOSSE MATIERES DE VIDANGE | 2010 | 2043 | - |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | POMPE FOSSE A MATIERES DE VIDANGE | 2010 | 2021 | FLYGT-NP 3085 MT 461 |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | DEGRILLEUR AUTOMATIQUE | 2011 | | - |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | DEGRILLEUR MANUEL | | | - |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | COUVERTURE FOSSE A SABLE | 2009 | 2029 | - |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | FOSSE A SABLES AMENAGEMENT | 2010 | 2059 | - |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | POMPE TRANSFERT SABLES | 2009 | 2019 | FLYGT-DP 3085 MT 472 |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | VANNES | 2011 | | - |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | POMPE DOSEUSE FECL3 LIGNE 1 | 2010 | 2020 | DOSAPRO MILTON ROY-GA 170P 6 P 3 |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | POMPE DOSEUSE FECL3 LIGNE 2 | 2010 | 2020 | DOSAPRO MILTON ROY-GA 170P 6 P 3 |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | TRANSMETTEUR SONDE RECIRCULATION | 2010 | 2025 | ENDRESS HAUSER-Prosonic FMU 90 |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | SONDE DE DEBIT RECIRCULATION | 2010 | 2020 | ENDRESS HAUSER-Prosonic FDU 90 |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | PALIERS ROUES PONT CLARIFICATEUR (4u) | 2010 | 2030 | - |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | SUPPORT CLOISON SIPHOÏDE | 2009 | 2029 | - |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | CLARIFICATEUR | 1993 | | - |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | CAISSON | 2009 | 2039 | - |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | CLAPET ANTI-RETOUR ISOLEMENT POMPE (2u) | 2009 | 2039 | - |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | POMPE 1 | 2011 | | FLYGT-CP 3102 MT 430 |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | POMPE 2 | 2011 | 2019 | - |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | TUYAUTERIE | 2009 | 2039 | - |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | VANNE ISOLEMENT POMPE (2u) | 2009 | 2039 | - |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | POMPE DE TRANFERT 1 | 2011 | | - |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | POMPE DE TRANFERT 2 | 2011 | | - |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | POMPE BOUE A FLOTTEE 1 | 2007 | 2017 | BORGER-POMPE PL 300 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | POMPE BOUE A FLOTTEE 2 | 2005 | 2015 | - |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | VANNE CHASSE RAPIDE 1 | 2010 | 2022 | BRAMMER SISTO- |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | VANNE CHASSE RAPIDE 2 | 2010 | 2022 | BRAMMER SISTO- |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | DEBITMETRE DES BOUES A FLOTTER | 2009 | 2024 | ENDRESS HAUSER-50P40 |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | DEBITMETRE DES BOUES FLOTTEES | 2009 | 2024 | ENDRESS HAUSER-50P80 |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | POMPE DOSEUSE CHLORURE FERRIQUE | 2010 | 2020 | PCM-DELASCO DL18 monobloc |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | MESURE NIVEAU BOUE CONDITIONNEE | 2010 | 2020 | EMERSON- |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | POMPE A LAIT DE CHAUX | 2011 | | BORGER- |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | CONDUITE DE REFOULEMENT DU FILTRE PRESSE | 2010 | 2040 | - |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | TAPIS | 2011 | | - |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | MOTOREDUCTEUR CONVOYEUR | 2010 | 2025 | LEROY SOMER-PB2112 |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | DESHYDRAT PORTE LOCAL SOUS-FILTRE | 2009 | 2049 | - |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | EXTRACTEUR D'AIR LOCAL SOUS-FILTRE | 2009 | 2029 | M 2 G-EVF560/A |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | POMPE 1 ALIMENTATION FILTRE-PRESSE | 2007 | 2032 | BORGER-PL 200 |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | POMPE 2 ALIMENTATION FILTRE-PRESSE | 2007 | 2032 | BORGER-PL 200 |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | BATTERIE CONDENSATEUR | 2009 | 2029 | M.2.G.-BA100-10-1111-400-3-BK12/IT IP 30 |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | PORTE D'ENTREE ANTI-PANIQUE | 2010 | 2040 | SARL ALTMANN FREDERIC- |
| STATION D'EPURATION DE SAINT DIE | CONVECTEURS (4u) | 2010 | 2035 | ATLANTIC-SOLIUS ASP 2000W |


ST DIE
m3/j
16000
14000
12000
10000
8000
6000
4000
2000
0
01/01/2011
15/01/2011
29/01/2011
12/02/2011
26/02/2011
12/03/2011
26/03/2011
09/04/2011
23/04/2011
07/05/2011
21/05/2011
04/06/2011
18/06/2011
02/07/2011
16/07/2011
30/07/2011
13/08/2011
27/08/2011
10/09/2011
24/09/2011
08/10/2011
22/10/2011
05/11/2011
19/11/2011
03/12/2011
17/12/2011
31/12/2011
Année 2011




CENTRE REGIONAL LORRAINE
Parc économique du saut le Cerf
12 rue Léo VALENTIN
88 026 EPINAL cedex
Tel : 03.29.31.69.00
Fax : 03.29.31.98.18

# SAINT-DIE

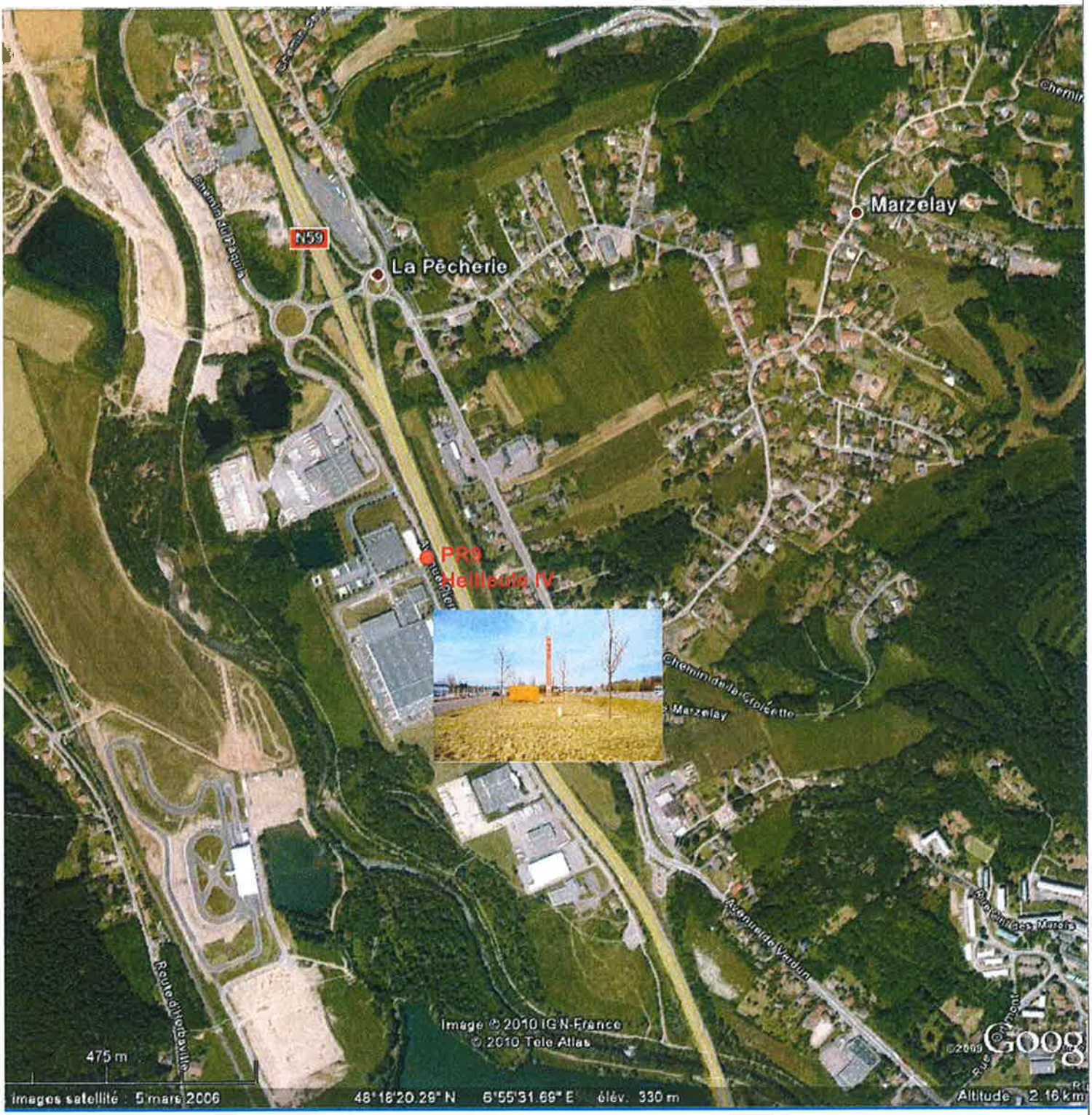
## *PLAN DE SITUATION DES INSTALLATIONS D'ASST*

Echelle : Fictive

Plan dessiné le : 18/06/2009 Par : SN

H:\... ST-DIE PLAN SITU ASST.DWG

Mis à jour le 23/06/2010




CENTRE REGIONAL LORRAINE
Parc économique du saut le Cerf
12 rue Léo VALENTIN
88 026 EPINAL cedex
Tel : 03.29.31.69.00
Fax : 03.29.31.98.18

# SAINT-DIE

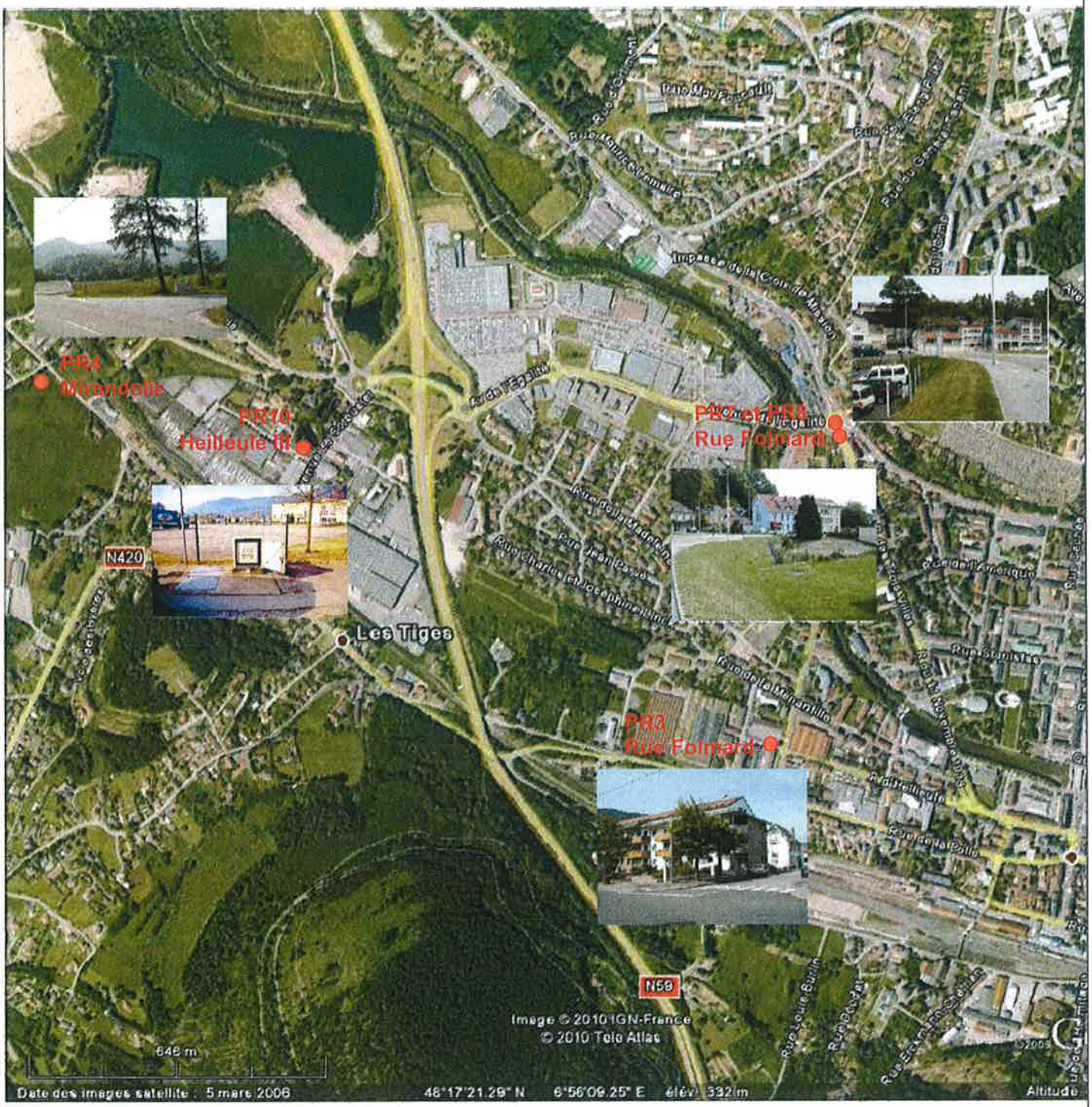
## PLAN DE SITUATION DES POSTES DE RELEVEMENT

Echelle : Fictive

Plan dessiné le : 18/06/2009 Par : SN

H:\... ST-DIE-PR1 PLAN SITU ASST.DWG

Mis à jour le 23/06/2010

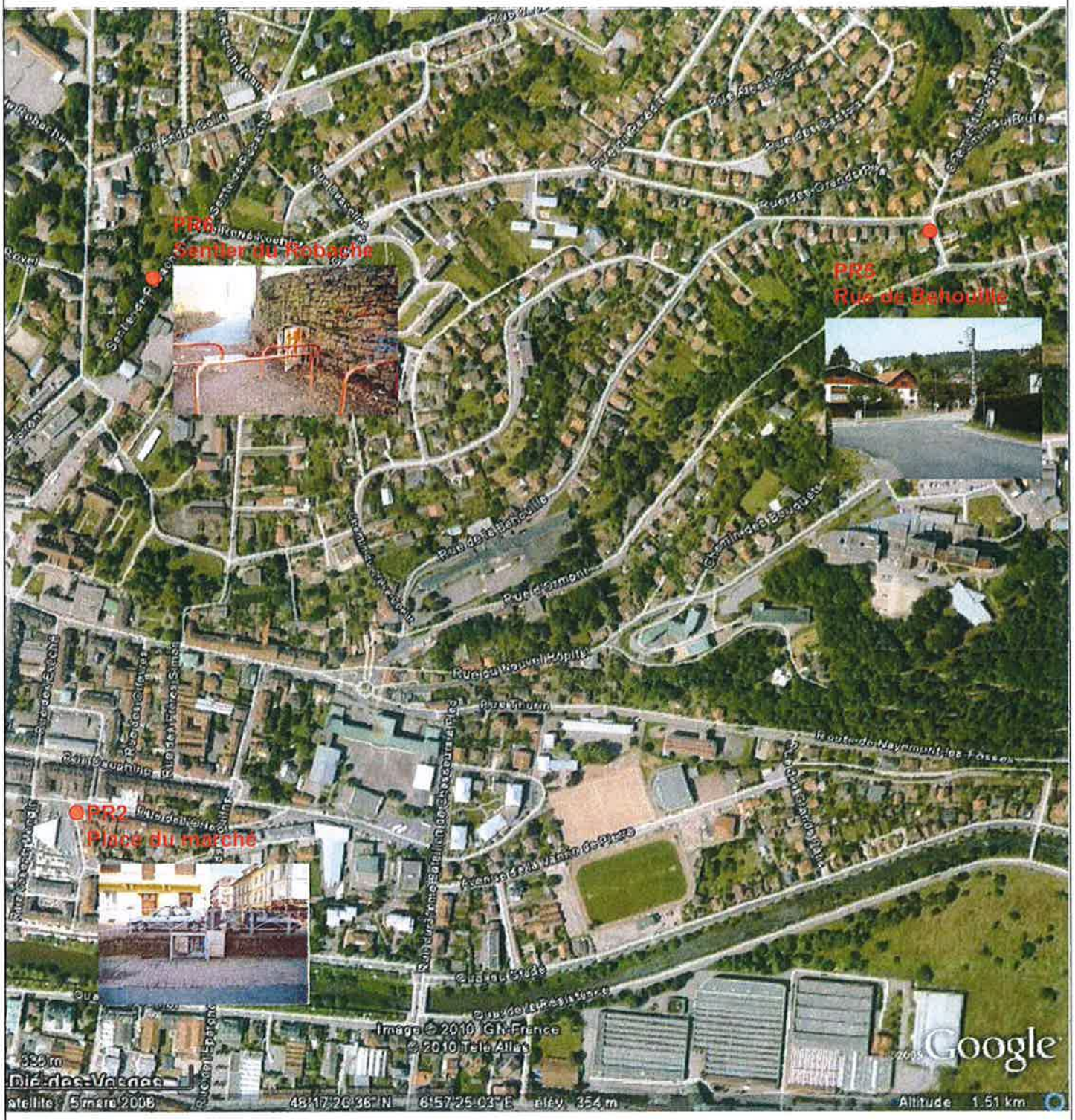



CENTRE REGIONAL LORRAINE
Parc économique du saut le Cerf
12 rue Léo VALENTIN
88 026 EPINAL cedex
Tel : 03.29.31.69.00
Fax : 03.29.31.98.18

# SAINT-DIE

## *PLAN DE SITUATION DES POSTES DE RELEVENT*

| Echelle : Fictive | Plan dessiné le : 18/06/2009 Par : SN | H:\... ST-DIE-PR2 PLAN SITU ASST.DWG | Mis à jour le 23/06/2010 |
|---|---|---|---|

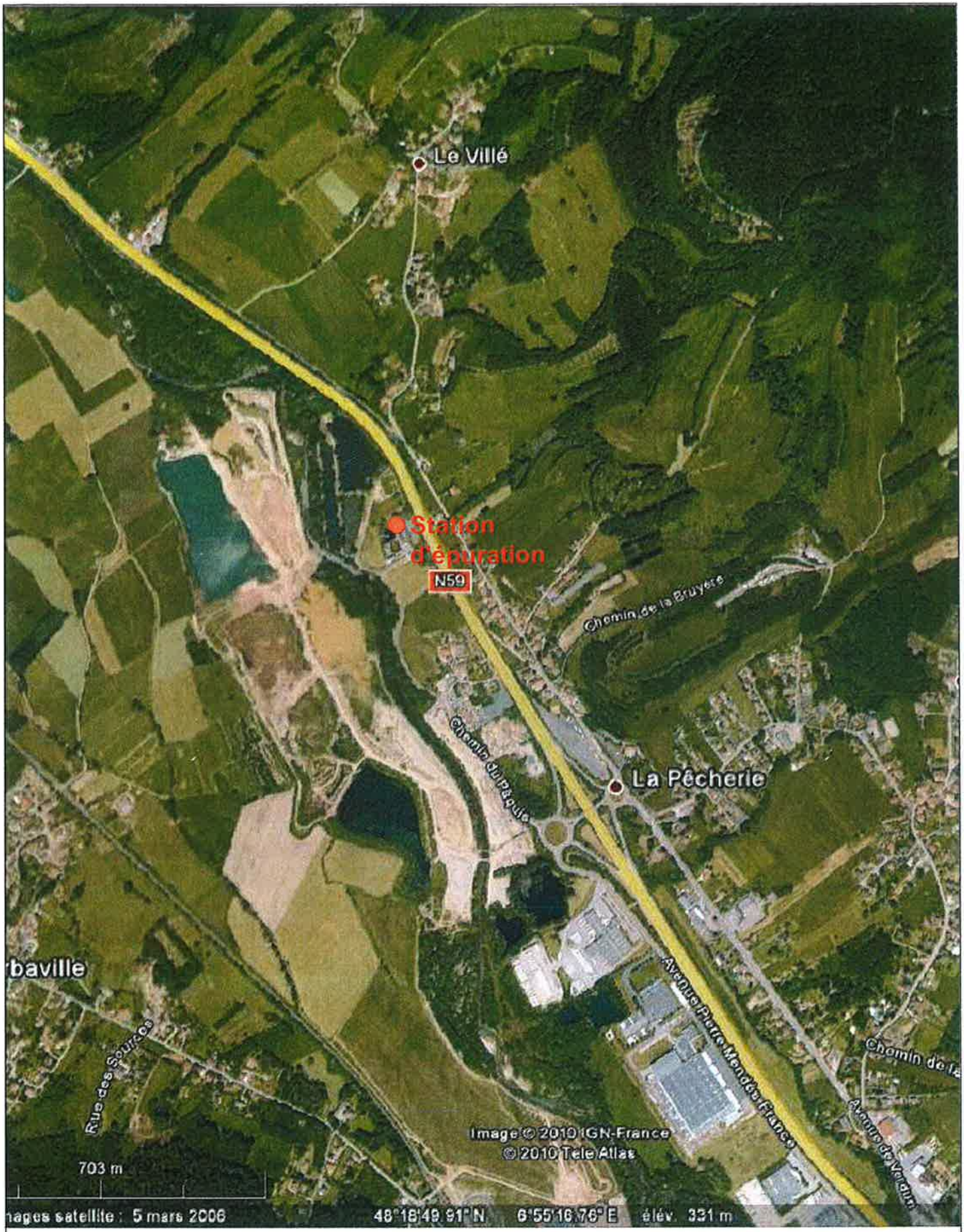



CENTRE REGIONAL LORRAINE
Parc économique du saut le Cerf
12 rue Léo VALENTIN
88 026 EPINAL cedex
Tel : 03.29.31.69.00
Fax : 03.29.31.98.18

# SAINT-DIE

## *PLAN DE SITUATION DES INSTALLATIONS D'ASST*

| Echelle : Fictive | Plan dessiné le : 18/06/2009 Par : SN | H:\... ST-DIE-PR3 PLAN SITU ASST.DWG | Mis à jour le 23/06/2010 |
|---|---|---|---|




CENTRE REGIONAL LORRAINE
Parc économique du saut le Cerf
12 rue Léo VALENTIN
88 026 EPINAL cedex
Tel : 03.29.31.69.00
Fax : 03.29.31.98.18

# SAINT-DIE

## *PLAN DE SITUATION DES INSTALLATIONS D'ASST*

Echelle : Fictive

Plan dessiné le : 18/06/2009 Par : SN

H:\... ST-DIE-step PLAN SITU ASST.DWG

Mis à jour le 23/06/2010

CENTRE REGIONAL LORRAINE
Parc économique du saut le Cerf
12 rue Léo VALENTIN
88 026 EPINAL cedex
Tel : 03.29.31.69.00
Fax : 03.29.31.98.18

# SAINT-DIE

## PLAN DE SITUATION DES INSTALLATIONS D'ASST

Echelle : Fictive

Plan dessiné le : 18/06/2009 Par : SN

H:\... ST-DIE-PR4 PLAN SITU ASST.DWG

Mis à jour le 24/06/2010